

# POLITIQUES DU « FAIRE DISPARAÎTRE » QUELLE ENIGME ?

Marie-Claire Caloz-Tschopp, Genève

## Plan

Avant-propos

Introduction

1. Ce que la longue histoire apprend

2. *Nunca mas*

3. Matérialité du « faire disparaître ». L'exemple des vols de la mort.

4. Fait vécu. La résistance à imaginer la politique d'anéantissement.

5. Génocides et politiques du « faire disparaître ».

6. Politiques de la torture : démolir (Vignar).

7. La « terreur » d'Etat et les politiques du « faire disparaître ».

8. Questions de critère. Mesurer le néant ?

9. Les politiques du « faire disparaître » : condensé philosophique et politique majeur.

10. Cerner le point nodal aveugle des politiques du « faire disparaître »

11. Parler Décrire. Raconter. Nécessité et limites de la phénoménologie

12. Transformer une aporie en énigme. Une démarche constructiviste d'anthropologie, et d'ontologie politique de (re)construction.

Conclusion

## Avant-propos

Le pouvoir, la violence existent depuis que l'humanité existe, malgré les rêves de sociétés sans Etat et sans guerre. Depuis la modernité capitaliste, des massacres de masse, génocides, féminicides, écocides... ont pris une ampleur, une qualité, un sens nouveau. Les politiques du « faire disparaître » n'épargnent pas les politiques migratoires. Les disparus côtoient les réfugiés. Pour ce qui est de la modernité et dans des aspects industriels, post-industriels intégrant les nouvelles technologies, les politiques du « faire disparaître », pratiquées lors de la colonisation, de l'impérialisme, des impérialismes, des guerres du terrible XXe siècle, des guerres coloniales, des « dictatures » en Amérique latine sont l'extrême du prévisible/imprévisible *de la violence politique d'anéantissement*. En s'arrêtant sur les politiques du « faire disparaître », on peut mesurer les limites extrêmes des politiques d'anéantissement et en arriver à s'interroger sur la condition de la possibilité de la politique et de la philosophie. Le défi est alors de penser, d'agir aux limites. Cela implique de résister au déterminisme, aux résistances à savoir (au sens de Freud) que provoquent les politiques du « faire disparaître ». Pourquoi est-il difficile de réaliser la portée politique, philosophique d'une telle énigme *majeure* dans notre civilisation qui ébranle des approches politiques et philosophiques du possible/impossible?

Dans le contexte d'aujourd'hui, la revendication de *Habeas corpus* est à entendre au sens le plus radical. Il existe des mouvements de recherche des disparus qui se sont globalisés, dont la figure dans les années 1980-1999, celle des Mères de la *Plaza de Mayo* en Argentine ont revendiqué l'*Habeas corpus*. Les luttes ont pris d'autres formes avant et ailleurs (Palestine, Turquie, Irak, Syrie,

etc.). Il faut inscrire, l'*Habeas corpus* dans l'hospitalité politique en en saisissant sa nouvelle radicalité.

Autre question. Pratiquement, la notion de « crime contre l'humanité » du droit international actuel, dont des mouvements revendique l'application, ne peut rendre compte de la gravité du crime du « faire disparaître ». Alors que faire ?

Les politiques du « faire disparaître » sont devenues le nœud gordien de la politique et de la philosophie planétaire appelées à transformer les savoirs (juridique, philosophique, des sciences sociales, etc.). Le travail de mémoire est appelé à intégrer la résistance à savoir, en posant l'exigence de réarticuler la subjectivation à la politique, et de déplacer les analyses du *pouvoir* vers la recherche sur la *violence* (Balibar) pour dégager un nouveau « paradigme » des praxis.

N.B. La question des disparus et des politiques du « faire disparaître » fait partie de la réflexion qui a accompagné ma thèse sur Hannah Arendt, des expériences de travail dans d'autres parties du monde dans des période de « dictatures ». Elle a été élargie aux politiques migratoires en particulier dans le processus de recherche des dix dernières années. Ce texte a un statut de réflexion d'un séminaire et non d'une publications définitive. L'objet du « faire disparaître » n'est pas une simple question de méthode. Elle incite à laisser le travail ouvert.

## Introduction

« L'action qui a un sens pour les vivants n'a de valeur que pour les morts, d'achèvement que dans les consciences qui en héritent et la questionnement (...). Le point central est que « l'achèvement » qu'assurément tout événement accompli doit avoir dans les consciences de ceux à qui revient alors de raconter l'histoire et de transmettre son sens, leur échappa ; et sans cet achèvement de la pensée après l'acte, sans articulation par le souvenir, il ne restait tout simplement aucune histoire qui pût être racontée »<sup>1</sup>.

Dans le cadre du processus actif du *projet-mémoires-archives*, j'en arrive, après avoir pris acte de trois exemples de mensonges politiques ambigus - Schengen, l'apartheid, l'humanitaire qui affaiblit les droits -, à formuler, une interrogation à partir des politiques du « faire disparaître ».

Il est question de l'exercice des politiques du « faire disparaître » le renversement radical de la politique, de la philosophie en vide, en néant politique, et philosophique. Nous héritons d'une aporie des politiques guerrières de conquête, coloniale, impériale de la modernité.

Au bout de l'extrême il y a les disparus, ces fantômes assassinés dans le cadre de politiques de violence extrêmes du « faire disparaître » en Amérique latine par exemple, dont les mères, les grands-mères en Argentine, au Chili et aussi au Guatemala, en Colombie, et aussi en Palestine, en Syrie, en Turquie, etc. recherchent les corps, les traces.

On pense aussi aux fantômes vivants, exclus de toute présence dans la société, enfermés dans des prisons secrètes et au camp Guantanamo, la base américaine à

Cuba, par exemple, où croupissent encore quarante prisonniers (il y en a eu jusqu'à 700) de la « guerre contre le terrorisme » après les attaques de septembre 2001, mises en place par G.W. Bush qui a légitimé la torture extrême), dénoncés sans effet par Amnesty International, l'ONU<sup>2</sup>.

La frontière entre la « lutte contre le terrorisme » et la guerre d'anéantissement, entre la vie et la mort, entre la torture et la disparition est ténue. Elle se brouille. La description de la logique de « disparition » pourrait s'étendre à bien d'autres faits de violence. Elle fait franchir un seuil de violence extrême visant les humains et aussi la nature.

*Faire disparaître*, est l'énigme majeure, tragique pour la mémoire du passé et le XXI<sup>e</sup> siècle qui a basculé dans sa forme moderne entre le XVIII<sup>e</sup> et le XX<sup>e</sup> siècle.

Le « faire disparaître n'est pas seulement « un nouveau crime contre le code pénal », par exemple, en France (article 212-1, al. 9 du code pénal, soumis à une prescription de 30 ans)<sup>3</sup>. Mais comment saisir la gravité d'une discontinuité-continuité historique?

A l'aide d'une approche des politiques du « faire disparaître », il nous faut approfondir conjointement la signification du lien entre la « disparition » de la possibilité de la politique et de la philosophie et les rapports entre « violence et civilité », concepts avancés par Balibar<sup>4</sup>. Il n'y a pas d'évidence de vérité sur un tel objet.

La démarche engagée implique de *déplacer, décoloniser, désimpérialiser* radicalement la politique et la philosophie pour tenter de déplacer une aporie en énigme tragique. Une alternative de refondation de l'Europe ne peut échapper à ce travail de mémoire et d'archives tourné à la fois vers le passé et l'avenir.

Il existe des conflits de mémoires et aussi d'archives. Mémoires fragmentées. Archives trouées. Néant insaisissable. Avec des débats ouverts sur l'impunité, l'amnistie et l'abîme des responsabilités. L'ampleur de l'aporie du « faire disparaître » de masse pour la condition humaine et la nature, produit des résistances à voir, à imaginer, à élaborer le pouvoir de représentation de tels faits. Même l'activité de penser à la base de la possibilité de la conscience sociale est mise en danger. En clair, Que deviennent, non seulement le savoir, la vérité, la justice, mais l'activité de penser elle-même en agissant, devant le mur de l'aporie tragique ?

L'héritage d'une telle politique pose de nouvelles apories à la pensée, à la philosophie, à la conscience sociale, politique planétaire et donc européenne.

Partons de questions simples :

° Quel est le sens, des politiques du « faire disparaître » de masse et leur impact sur la philosophie et la politique?

° Comment comprendre, intégrer des politiques d'anéantissement, de « démolition » par la torture et de « disparition » en Amérique latine, ailleurs dans le passé et aujourd'hui pour analyser la violence dans les politiques migratoires, de l'asile, du droit d'asile et dans d'autres secteurs, alors que s'effacent les frontières entre expulsions forcées (Dublin)?

° Quelles interrogations sur la « violence d'Etat », le « terrorisme d'Etat »<sup>5</sup> et sur la « violence révolutionnaire », trois concepts à revisiter aujourd'hui pour saisir la dialectique entre continuité et discontinuités, nouveauté et ruptures, entre limites et illimité, entre impossible et possible (comme on va le voir en lisant Balibar)?

Quel est l'enjeu d'une telle exploration ? La question de la mortalité inhérente à la condition humaine – plus que la naissance<sup>6</sup> – a nourri toute la philosophie, la tragédie grecque en ce qui concerne l'occident mais pas seulement, souligne Arendt. Pensons aux textes chinois, africains, amérindiens, etc. qui élaborent les rapports à la vie, à la mort. La mort échappe à la parole, aux savoirs, à la raison, au corps actif. La mort est un saut dans l'abîme de l'inconnaissable. On peut s'interroger sur ce que des politiques du « faire disparaître », tentent de savoir en faisant *disparaître* toute trace de vie. La toute-puissance pourrait-elle ainsi ouvrir la boîte de Pandore du néant d'un IIIe Empire dont parlait Hitler ? Je précise d'emblée que la forme active de politique implique l'intentionnalité, la responsabilité politique et non le déterminisme métaphysique qui conduit au consentement.

Au XXe siècle, la mortalité de masse, la mort organisée, administrée « industriellement » par des humains (génocides, tueries des tranchés, bombardements de masse, symbole du Zyklon B, de la bombe d'Hiroshima<sup>7</sup>...) à des « masses » d'humains jetés dans l'anonymat, dont même les pouvoirs d'anéantissement cherchent à faire disparaître les corps, les traces (dont les fours crématoires par exemple), de loin pas réductible à « la banalité du mal » est devenue incommensurable. Le « danger mortel pour la civilisation » qui a jeté le « trouble » profond (Arendt), a suscité un embarras radical, une aporie indépassable interrogeant la possibilité même de la philosophie et de la politique. Le travail de mémoire ne peut faire l'économie d'une telle rupture historique dans le capitalisme moderne dont on constate des traces dans le monde contemporain.

## 1. Ce que la longue histoire apprend

Avant d'aborder le cœur du débat, il est important de pouvoir se situer dans le temps (l'histoire), l'espace (planète Terre), la matérialité des faits, d'effectuer un travail de mémoire, de transmission intergénérationnelle sur des faits transmis par d'autres générations, personnellement connus, expérimentés, vécus au moins par deux générations au XXe siècle celles des « dictatures ». Il y a à peine 50 ans. Et bien plus si l'on prend en compte la conquista, la colonisation, l'impérialisme et ses guerres totales.

Parmi une abondante littérature, quelques textes de travaux intégrés dans la base de données fournissent des bouts de parcours réflexifs infiniment ouverts. Hannah Arendt, laissent ouverte la potentialité de la mort individuelle et de masse, d'un devenir où la question de la *possibilité de la politique*<sup>8</sup> est toujours là. Il ne s'agit pas d'élaborer des philosophies anti-progrès<sup>9</sup>, voire des métaphysiques essentialistes, naturalisantes de la catastrophe, ce qui conduit au déterminisme en oubliant la puissance de la liberté politique, mais bien de travailler sur le retournement du négatif radical dans la construction d'une ontologie politique dialectique ouverte entre chaos et cosmos (voir la partie du vertige démocratique dans la base de données), pour aborder l'inimaginable, l'incalculable, l'inconnaissable, l'imprévisible.

Il est impératif de « comprendre », écrivait Arendt après avoir écrit *Le système totalitaire* où elle décrivait les camps d'extermination nazis auxquels au début elle ne croyait pas, tellement l'extermination industrielle de masse, une politique d'anéantissement était unimaginable. La compréhension commence avec la vie et se termine avec la mort, écrivait-elle. « Qu'importe si je suis désespéré ? », écrivait Anders, après Hiroshima, en parlant d'obsolescence de l'homme.

Deux autres auteurs ont ouvert des voies pour une philosophie de l'histoire après Hegel au tournant du XIXe-XXe siècle. Il est possible d'explorer la figure de l'Ange de Walter Benjamin, cet « avertisseur d'incendie »<sup>10</sup>, avançant dans le futur à reculons, en marchant sur un champ de ruines. Il est possible d'explorer ce que Derrida appelle, une philosophie des spectres, une hantologie, en relisant Marx, spectre présent dans *passé-présent-devenir* écrit pour contrer l'essai, *La fin de l'histoire* de Fukuyama qui, avec le temps, apparaît comme un véritable apologie de l'hyperlibéralisme et de la capture de la démocratie vidée de son sens. C'est une des formes de la destruction de la pensée et de la politique. Fukuyama lecteur

de Hegel fait l'économie de la philosophie d'anéantissement qui tente de devenir hégémonique sous des visages multiples en appelant au consentement des populations. Le spectre qui hante l'histoire et la philosophie de la promesse de Jacques Derrida, résiste-t-il à la néantisation des disparus?

De tout cela, je me suis inspirée pour écrire l'essai sur *la Liberté politique de se mouvoir. Desexil et création : philosophie du droit de fuite* (2019). Philosophie politique de la fuite en exerçant la liberté de se mouvoir, pour échapper aux politiques d'anéantissement, c'est ce que nous apprenons des exilés migrants. Que faire alors ? Apprendre à vivre le « vertige démocratique » inlassablement dans un horizon incertain, inconnaissable, imprévisible, comme on le verra.

Cette partie réflexive du projet actuel est la continuation exploratoire de questionnements philosophiques, politique présents dans l'essai sur *La liberté de se mouvoir* publié en 2019. Elle a été mise explorée dans l'article destiné à un livre de l'Université de Venise en 2020<sup>11</sup>, où je m'interrogeais sur les raisons qui amenaient la recherche interdisciplinaire à intégrer le concept de « torture » dans le champ de la migration. Cette nouvelle tentative d'approche de la violence sur de nouveaux terrains – politiques migratoires - correspondait-elle au développement hégémonique d'une approche humanitaire, effaçant l'héritage des Lumières (Habeas corpus) et des luttes, de la politique et des droits ? Ou alors, la situation dans ces politiques et dans d'autres secteurs (santé, social, formation, etc.) indiquent que le rapport entre torture et migration s'étend ? Quelle signification, quels effets pour la politique et la philosophie de penser ensemble *torture et migration*, le passage qu'on peut provisoirement appeler de la violence d'Etat au terrorisme d'Etat (terreur induite par le « faire disparaître ») s'étendant à ce secteur, dans un cadre qui n'est pas ouvertement un cadre de « guerre » déclarée, alors que la guerre prend de nouvelles formes dans les périphéries avec des foyers de véritable « guerre civile »<sup>12</sup> à la suite des violences policières, de para-militaires, de militaires, dans des dimensions de « transguerre » tout en s'étendant?

Dans la deuxième partie du XXe siècle, à partir de la migration, un des terrains d'observation grâce à l'expérience possible a été le continent latino-américain et en particulier le cône sud d'Amérique latine (sur lequel je m'arrête ici). Mais les politiques de génocides, torture et de disparitions ont lieu bien avant dans l'histoire contemporaine (génocides de Namibie, des Arméniens en Turquie, des Juifs dans l'Allemagne nazie, au Ruanda, en ex-Yougoslavie, dans bien d'autres

pays et ailleurs dans le monde). Elles prennent une place déterminante dans la modernité (colonisation, impérialisme), au début et dans le XXe siècle. Elles sont présentes au XXIe siècle. Ces situations ont eu lieu, ont lieu en Amérique latine mais ne se limitent pas au continent latino-américain, ni dans l'histoire, ni dans l'actualité. Ces situations extrêmes, ont valeur d'exemple pour la planète. Elles interrogent radicalement la politique et la philosophie, en ébranlant les catégories, les certitudes, les fragiles acquis (Habeas corpus, crime contre l'humanité) Quelle notification des crimes du « faire disparaître » dans la liste des crimes ?) et la confiance.

## 2. *Nunca mas*

*NUNCA MAS*<sup>13</sup>. Jamais plus. Il est des frontières ambiguës entre détentions et disparitions « forcées »<sup>14</sup>, des questions, des oublis de faits historiques avérés qu'on aimerait n'avoir plus jamais à connaître, à vivre. Il est des impunités<sup>15</sup>, des négationnismes<sup>16</sup>, des tombes anonymes, des vides d'absence. Il est des débats, des lacunes, des reculs, des pactes du silence<sup>17</sup>, des censures imposés, des flottements lexicaux et conceptuels qui pèsent sur l'immense et difficile travail de mémoire individuel et collectif, le travail du souvenir et de récit, indispensable pour que la mort et la vie, l'action aient un sens, pour que, la parole puissent se réinstaller, et des sources innombrables soient reconstruites en vue d'une nouvelle philosophie de l'histoire. Il est des luttes sur la transmission de faits historiques, qui conduisent à interroger des dénis, aveuglements, à formuler des embarras que des gestes politiques conflictuels dénotent et qu'il s'agit d'affronter en tant qu'aporiques pour les transformer en énigmes à prendre avec soi.

Pour ce qui est du fait historique et actuel des politiques de répression, de massacres de masse, de génocides modernes qui ont commencé dans la modernité avec la colonisation, l'impérialisme et se sont généralisées, et se sont développées dans les politiques de disparition. On ne peut qu'être étonné que ce fait, malgré sa gravité, sa signification en terme de civilisation, n'ait pas été construit dans la conscience sociale. A la suite de l'adoption de la Convention contre les disparus de l'ONU, la disparition a pourtant été instaurée comme un crime contre l'humanité, qui est imprescriptible<sup>18</sup>. Il est possible de considérer les politiques du « faire disparaître » dans leurs formes multiples, à des degrés de gravité des formes de répression et de l'absence. Un schème allant des personnes déplacées<sup>19</sup>, de la détention, de la torture aux disparus permet de saisir des continuités dans la violence politique. L'absence politique

de citoyens assassinés, dont la vie, la mortalité est ainsi déniée, est liée à des politiques d'anéantissement. Ces politiques concernent d'innombrables personnes et les statistiques ne saignent pas disait Koestler.

Ces politiques du « faire disparaître » ébranlent l'ensemble de nos catégories, outils, certitudes. Elles ont une signification transpolitique à interroger et à expliciter. Ces politiques indiquent une énigme majeure de l'histoire du capitalisme moderne, de l'hypercapitalisme actuel impliquant de nouvelles formes de guerre qui, dans les destructions (post)industrialisées incluent ...les politiques, les dispositifs matériels pour « faire disparaître des humains de la surface de la planète Terre? Sans traces, sans cultes des morts, les disparus sont envoyés dans le néant. Leurs mortalité perd tout sens pour les vivants.

Qui sont les spectres en arrière-fond, figures du passé, du présent et de l'avenir, des multiples usages politiques des massacres de masse et des génocides<sup>20</sup> dans la continuation des politiques de disparition que nous résistons à imaginer, à voir, à comprendre, à juger aussi ? Même le jugement de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité<sup>21</sup> posent de redoutables apories qui semblent insurmontables. Par ailleurs, tant le schème *égalité-liberté-dignité*, que la grille des rapports de *classe/sexe/race* évoqués auparavant, sont impuissants à prendre en compte la redoutable aporie des politiques du « faire disparaître », inventions de nouvelles formes de nihilisme.

Comment progresser dans la construction de la conscience socio-politique, des connaissances, du sens qui ne se limite de loin pas à punir, à construire des prisons, des normes, des lois? Est-il possible de penser ensemble et transversalement des faits historiques apparemment éloignés dans le temps, l'espace et qui, au premier abord seraient de qualité, d'ordres, de degrés différents ? Dans la lente construction de concepts, traversés par des ambiguïtés lexicales et conceptuelles<sup>22</sup>, dénotant la complexité des conflits liés aux transformations des sociétés et des guerres, qu'est-ce qu'il y a de commun entre un génocide dans l'Afrique coloniale<sup>23</sup> qui a précédé d'autres génocides en Europe (génocide arménien) plus récemment en Afrique (RDC, Grands lacs, Ruanda), ailleurs et la politique des disparus qui a pris une ampleur inédite depuis le colloque de Paris du 31 janvier au 2 février 1981 en lien avec la Commission des droits de l'homme de l'ONU, où a été discuté de la situation dans 15 pays (Bolivie, Brésil, Chili, Argentine, El Salvador, Guatemala, Nicaragua, Pérou, Mexique, Uruguay, Chypre, Ethiopie, Indonésie, Philippines, Afrique du Sud) ?



La liste des pays s'est allongée et les disparitions forcées ont pris d'autres visages. Les dispositifs techniques se sont diversifiés, avec par exemple, Guantanamo, les prisons secrètes de la CIA en Europe, les assassinats ciblés (drones), la non assistance des exilés en méditerranée ou dans le désert du Sahara, les 40.000 disparus au Mexique sans compter les 26.000 corps non identifiés dans les morges de ce pays, dont le cas des 43 élèves d'Iguala, les féminicides aux frontières entre le Mexique et les Etats-Unis. On pense aussi au million d'invisibles de camps de rééducation en Chine dont plus personne n'a de nouvelles, les liquidations en masse des opposants dans les prisons iraniennes, les destructions de villages, les exactions, assassinats de masse au Kurdistan turc.

Aujourd'hui, combien de disparus dans les bombardements guerriers de la planète (Tchéchénie, Ukraine, Afganistan, Syrie, etc.) et dans les politiques de blocage des frontières et de déportations dans la mer Méditerranée, dans les déserts, aux frontières entre le Mexique, les Etats-Unis, les *Missing Migrants*<sup>24</sup>, les femmes disparues en Chine, en Inde, les prisons secrètes, les féminicides? On comprend alors après-coup l'importance des luttes des mères et grands-mères de la place de mai en Argentine, qui ont dépassé leurs craintes, refusé l'oubli et dont le modèle de lutte s'est globalisé en même temps que les politiques de disparitions faisaient tâche d'huile (Tchéchénie, Tibet, Afghanistan, Irak, Syrie, Yémen, Lybie, Moyen-Orient, etc.).

En résumé, l'envers de plus radical de la liberté politique de se mouvoir des exilés est la pure et simple politique multiforme du « faire disparaître ». *Vivants ou morts, vous n'avez jamais existé sur cette planète....* ignorance des souffrances, arrestation, répression, torture, assassinat, mort et disparition du corps, des traces.

A ce niveau, les politiques du « faire disparaître » sont une rupture de négativité absolue, la perte d'un acquis des Lumières, le versus contemporain de la négation de l'*Habeas corpus Act (montrez le corps)*, pour assurer la liberté politique de se mouvoir, de la prise en compte de l'(in)égalité, qui seule protège des disparitions globalisées. Les corps absents des disparus dans divers endroits de la planète à différents moments historiques sont le spectre extrême des politiques de disparition à venir du sort réservé aux exilés/desexilés indésirables. Les politiques de la disparition mises en rapport avec le XXe siècle, rejoignent les politiques d'extermination/disparition, dans les guerres coloniales, par les fours crématoires (ces dispositifs réapparaissent). Rappelons-nous les disparus exterminés dont les cendres ont été répartis sur

les routes de Pologne (3 km de cendres sur le chemin du camp d'extermination de Treblinka) par des enfants de 11-13 ans ensuite exterminés<sup>25</sup> à leur tour.

En quoi les « sans part », exilés radicalement de la politique vivants et morts dans nos vies quotidiennes évoquent-ils aussi d'une certaine manière, les humains disparus de l'imaginaire, du projet transpolitique ? Le but est simple : installer le doute « Ont-ils existé » ? Ces politiques ont-elles finalement existé ? Il suffit d'interroger les générations qui suivent. Le doute est d'autant plus prégnant avec la disparition des institutions, des lois, des droits, par exemple quand les institutions publiques disparaissent ou se privatisent (syndicats, organisations sociales, universités, hôpitaux, écoles, etc.). Il faudrait aussi parler de la réorganisation géopolitique des empires au niveau global, où la redistribution des cartes efface la mémoire, alors que les extrême-droites s'activent en s'appuyant sur la religion, la police, les services secrets.

Alors, pour qualifier la violence « extrême » représentée par les disparus, on ne peut plus penser en *degrés*, en *niveaux*, en concepts classiques de *mesure*, en *logiques arborescentes*, quand on est face à l'innommable, l'incommensurable d'un processus d'anéantissement complexe qui prend une amplitude et des formes nouvelles, avec des traces du passé. La tendance à le banaliser est observable dans le classement des faits, des catégories, des schèmes connus ce qui a tendance à en effacer la nouveauté et la gravité. En quoi une telle béance de dé-civilisation pose-t-elle le défi d'affronter, en se déplaçant, *l'énigme du « faire disparaître »* ?

Les disparus sont la figure du pouvoir se voulant *intentionnellement* « total » qui ignore même *l'Habeas corpus*, n'a de compte à rendre à personne, se perd dans le temps, l'espace sans traces (fosses communes, cadavres mangés par les requins). Ces lieux des pratiques deviennent les lieux de l'énigme où l'infinie violence des dominants est peut-être, au fond, au-delà de l'exercice de la violence, une nouvelle ivresse nihiliste dans des gestes extrêmes, au-delà de toute mesure, pour noyer la tragédie possible de la double mortalité (individuelle, de masse). La crainte de l'extension de ce type de violence a été analysée par Balibar et d'autres ; elle l'a amené à déplacer radicalement des références pour poser le pari de *l'anti-violence* et de la civilité<sup>26</sup>.

### **3. Matérialité du « faire disparaître ». L'exemple des vols de la mort**

Un fait nous a amenés à comprendre matériellement les politique nihilistes du « faire disparaître » et leur proximité, leur continuité historique avec les politiques génocidaires de la colonisation, de « guerre totale » et aussi de la « Solution finale » du XXe siècle (tranchées, bombardements, Auschwitz, Hiroshima...).

L'exemple des vols de la mort pratiqués en Amérique latine notamment ont été inventés durant la colonisation (voir le livre et le film de Marthe-Marie Robin sur les généraux argentins)<sup>27</sup>, largement utilisée en Amérique latine et dans d'autres endroits du monde. Dans une Interview du Capitaine Adolfo Scilingo, in *El Vuelo* (film, livre) d'Horacio Verbitsky, créateur du Centre d'études légales et sociales (CELS), une des organisations de défense des droits de l'homme argentines. Adolfo Scilingo, ancien tortionnaire au centre de torture (ESMA) a raconté longuement au journaliste la méthode d'extermination impliquant la disparition que les bourreaux eux-mêmes appelaient les « vols » (los vuelos). Scilingo<sup>28</sup>, dans son témoignage, détaille le processus: l'utilisation d'injections anesthésiques, le type d'avion (Electra)<sup>29</sup>.

L'entretien de Silogo nous informe sur le point aveugle qui condense les techno-politiques de terreur politique (vols). A quels déplacements physiques, psychiques, épistémologiques, méthodologiques, théoriques, un tel fait. Ce qui permet de saisir ce point aveugle de l'histoire, des politiques de terreur, observables aussi dans les politiques migratoires, du droit d'asile. A quoi des événements historiques des situations en Amérique latine, au Chili, à la Turquie nous ramènent-ils ?

#### **4. Fait vécu. La résistance à imaginer la politique d'anéantissement**

« Quand la disparition et la torture sont le fait d'hommes qui parlent comme nous, qui ont les mêmes noms et les mêmes écoles, qui partagent nos coutumes et nos gestes, qui viennent du même sol et de la même histoire, alors s'ouvre en notre conscience et en notre cœur un abîme infiniment plus profond que ne peut l'exprimer une parole qui voudrait le stigmatiser »<sup>30</sup>.

Une exilée chilienne m'a beaucoup appris. Elle m'a appris à *voir*, ressentir le vertige et à accepter l'inconfort de la décentration radicale face à des faits d'anéantissement qui donnent le vertige. Elle a enrichi mes analyses humaines, politiques et philosophiques.

Depuis de longues années, je suis amie avec une exilée chilienne qui, à 23 ans, a été arrêtée, emprisonnée, torturée puis expulsée en exil en Suisse où elle a

obtenu le droit d'asile grâce à l'appui de groupes de solidarité. Après de longues années d'exil elle est retournée au Chili avec sa famille. Elle a non seulement « déclaré » la répression subie dans le cadre de procédures institutionnelles mises en place après la dictature Pinochet, ce qu'elle a vécu devant les autorités chiliennes à son retour, et elle a mis sur papier son expérience intime sur la torture et l'exil. Cette étape a été très difficile, douloureuse. Puis quelques années plus tard, elle a repris son expérience et nous avons travaillé ensemble sur un nouveau texte. « *Franchir le seuil de la douleur extrême* »<sup>31</sup> a été pour Teresa accepter de se remémorer, revivre, s'affronter à un abîme, en mettant en mots des expériences au-delà du dicible.

J'ai souvent craint pour sa santé physique déjà atteinte par la torture qui a laissé des traces à vie sur son corps, tellement ce parcours de mémoire, de prise de parole, de recherche des mots a été difficile. Le fait d'écrire pour ses enfants et ses petits-enfants a été un but qui l'a soutenue dans sa démarche. La violence d'Etat « extrême » dont j'ai pris connaissance avec effarement, a ébranlé beaucoup de mes certitudes, tout en renforçant ma confiance en la puissance humaine, le courage, selon les propres mots de Teresa, de « *franchir le seuil de la douleur extrême* ».

Nous avons réfléchi ensemble et aussi collectivement sur la situation chilienne durant la dictature de Pinochet (Chili), Videla (Argentine), Stroesner (Paraguay), Banzer (Bolivie), Bordaberry (Uruguay), etc.. En 2010-2012, dans le cadre du Programme du Collège international de philosophie (CIPh), quand nous avons préparé, organisé un colloque et un séminaire à l'Université de Concepcion au Chili, grâce à l'appui du professeur Jane Wirtner-Simon, en réfléchissant sur la violence politique. Les travaux au Chili<sup>32</sup> ont précédé un autre colloque du Collège International de Philosophie à Istanbul en 2012 où les participant.e.s ont travaillé sur un livre de Balibar, *Violence et Civilité*<sup>33</sup>, avant qu'une synthèse des travaux ait lieu à Genève autour du thème : *Desexil. L'émancipation en acte* en mai-juin 2017. Les questions de recherche au Chili étaient les suivantes :

° en quoi la « dictature » de Pinochet n'a pas été une simple « dictature » au sens des théories de philosophie politique et aussi au sens courant du terme ?

° en quoi la politique de répression, de torture<sup>34</sup>, d « faire disparaître » au nom de l'idéologie de « Sécurité nationale » articulée à l'imposition d'un modèle « total-libéral »<sup>35</sup> par l'Ecole de Chicago inspirée par les théories économiques du groupe du Mont Pellerin et renforcée par la Commission trilatérale à partir des années 1970 à la base des manœuvres de l'impérialisme<sup>36</sup> nous obligeait à déplacer les catégories théoriques et d'action pour saisir ce qui se cachait derrière un

« régime » politique de « dictature ». Que signifiait la « violence extrême » mise en œuvre au Chili entre 1973 et 1990... 17 longues années ?

Il est très difficile d'accepter de retourner au passé, de parler, de « penser » le sens de situations de violence extrême, les morts, les destructions, les disparus. A un moment dans l'écriture du livre, Teresa me raconte un fait d'une voix blanche. A cause de la panne d'un avion militaire où elle avait été installée avec d'autres compagnons torturés, elle avait été invitée à boire un café par un militaire de l'opération en attendant la réparation. Pris dans la discussion, le militaire a oublié l'heure et l'avion est reparti sans eux, pour jeter les autres corps vivants de ses compagnons à la mer. En fait, Teresa racontait avoir fait partie des *vols de la mort*, en clair avoir été une des personnes de la politique du « faire disparaître » au Chili qui n'a cependant pas pris les proportions de la même politique développée en Argentine<sup>37</sup>, alors qu'elle se développe depuis lors et aujourd'hui dans d'autres endroits du monde.

Alors avec quels outils philosophiques aborder la réflexion ? Nous allons voir que les politiques du « faire disparaître » ébranlent non seulement les concepts, les catégories des domaines de la politique et de la philosophie, mais nos certitudes.

## 5. Génocides et politiques du « faire disparaître »

La question complexe du génocide dispose d'une importante littérature, notamment en droit international et en sciences sociales, en médecine, en philosophie. Les faits de génocide sont plus anciens que la Convention de l'ONU de 1948. Le génocide et ses cinq critères renvoient inmanquablement, à des politiques du « faire disparaître » *intentionnellement* des individus, des peuples, des minorités, des groupes. Ils se distinguent des massacres de masse du capitalisme industriel ou même à d'autres outils (machete au Rwanda).

Les exemples abondent. C'est un des thèmes importants du droit international. Les critères de la définition de l'ONU, formalisés dans la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide conclue à New York le 9 décembre 1948 - sont les suivants : a) *meurtre de membres du groupes* ; b) *atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe* ; c) *soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle* d) *mesures visant à entraver les naissances au sein du groupe* ; e) *transfert forcé d'enfant du groupe à un autre groupe* (art. II). Soulignons l'accent mis par la Convention sur l'agir préventif.

*Seront punis (gouvernements, fonctionnaires, particuliers) pour les actes suivants : « le génocide ; l'entente en vue de commettre le génocide ; l'incitation directe et publique à commettre le génocide ; la tentative de génocide ; la complicité de génocide » (art. III).*

Soulignons que ce texte fait suite aux faits qui ont eu lieu en Europe occidentale. Ils sont récusés en invoquant la relativité culturelle et en refusant le principe d'universalité des droits. Ces critères et l'accent mis sur la prévention, sont insuffisants pour décrire les nouveaux faits de génocide. Féminicides. Génocide de Namibie des Hereros et des Namas, des Indiens en Amérique, des Arméniens en Turquie niée encore aujourd'hui par le gouvernement turc, des Juifs, des Tsiganes par le pouvoir nazi durant la deuxième guerre mondiale, des Tutsis au Ruanda, des Rohingyas en Birmanie, des Ouïghours (camps d'internement d'un million de Ouïghours en Chine avec éducation d'éradication de leur culture, racisme de naissance, stérilisation forcée par stérilet ou définitive), etc. La liste est ouverte. Elle fait état de faits complexes.

Depuis la modernité, les guerres, les génocides sont inséparables des conquêtes, des colonisations, des impérialismes historiques et actuels, des régimes autoritaires. La question traverse la *Conquista*, la colonisation, l'impérialisme, la guerre « totale » (18<sup>e</sup>-20<sup>e</sup> siècle). Comme on le sait, elle est toujours présente au 21<sup>e</sup> siècle, avec, la transformation des empires en Etat-nations, puis d'Etats en nouveaux empires, et pour d'autres motifs. Le concept de génocides est appelé à décrire des situations de génocide ailleurs qu'en Europe.

Dans le cadre du projet et des données présentées, le génocide est abordé succinctement. Il est surtout mis en lien avec la « démolition » (torture) et la « disparition », prises en tant que questions philosophiques et politiques. Quelques travaux dans la base de données y font référence en problématisant à la fois cette politique dans le cadre de la colonisation (Namibie, Brepohl) et de l'Arménie (Althunian, Insel, en Turquie). Quant à moi, j'y travaille en lien à mon expérience latino-américaine, et celle des politiques migratoires, pour évaluer les rapports entre les génocides et les politiques matérielles du « faire disparaître, dont j'amène ici des réflexions.

## **6. Politiques de la torture : démolir (Vignar)**

Le psychanalyste exilé Marcelo Vignar a avancé le concept de « démolition » pour évoquer la torture des dictatures en Amérique latine. Sa remarque m'est apparue de plus en plus importante pour saisir le rapport entre *Torture et Terreur*, entre la démolition et les disparus, éléments se côtoient dans les politiques du « faire disparaître » et qu'il faut tenter de comprendre sur d'autres bases que la définition classique de la torture et de la terreur.

La torture se perd dans la nuit des temps. Elle a de multiples visages dans l'histoire de l'humanité. Au premier abord, la torture vise à instaurer la terreur pour soumettre et figer toute opposition. Mais dès lors que la torture a été institutionnalisée par la violence d'Etat dans son émergence « moderne » (dans, pour ce qui est de l'Europe, la colonisation, l'impérialisme, au XXe siècle), par le nazisme, en Algérie pour la France (voir l'œuvre de Vidal-Naquet), dans ce qui s'est appelé les « dictatures » et en particulier celles d'Amérique latine, où, la violence d'Etat s'est muée, à un certain moment historique, en « terrorisme d'Etat »<sup>38</sup> du « faire disparaître » au nom du dogme de la « sécurité nationale »<sup>39</sup>.

Dans ce continent, sur des bases coloniales et impérialistes, elle a été développée depuis l'Algérie et aussi des centres nord-américains spécialisés dans la contre-insurrection (Panama, Guatemala) pour former les tortionnaires en Amérique latine traversée par de graves conflits. Après septembre 2001, elle s'est encore étendue dans des pays coloniaux, des « dictatures » à un processus globalisé à l'échelle de la planète en utilisant les derniers apports techniques dans l'usage institutionnalisé de la torture. Les prisons secrètes, Abou Graïf, et même Guantanamo en ont été des lieux-symboles.

Hormis des besoins d'efficacité immédiate - ce qui est discuté -, la torture n'a pas comme but de « faire parler », comme le montrent de nombreuses recherches (Garibian 2011).

Jean Améry<sup>40</sup> a fait l'expérience de la torture nazie. Il décrit l'expulsion de la politique en tant que monde commun du genre humain par la torture. Il explique qu'elle vise à mettre en pratique un « axiome politique », consistant à transformer un être humain, en « extraterritorial parmi les vivants », « d'arracher l'individu au sens commun ». Son témoignage sur lequel s'appuie Catherine Perret<sup>41</sup>, dans un essai remarquable, « fait sortir la torture du cadre d'exception dans lequel on le classe pour mieux l'oublier. À sa suite, on peut interroger ce que certains appellent « le mal », un phénomène culturel et politique qu'il convient d'aborder

au regard de l'histoire occidentale et de ses postulats philosophiques »<sup>42</sup>. Le débat sur le concept du mal, du mal radical (Kant), du mal « absolu » reste donc en usage pour caractériser le pouvoir de terreur extrême d'un système politique, mais parvient-il à saisir le nœud gordien du « faire disparaître » ?

Le psychanalyste Marcelo Vignar s'appuie sur les expériences du cône sud d'Amérique latine, le témoignage de Robert Antelme<sup>43</sup> lie *terreur et torture*. Il qualifie le double but recherché par l'institutionnalisation de la torture dans la société, non seulement la « démolition » du torturé et du tortionnaire, qui se transmet entre les générations, mais surtout la soumission de l'ensemble de la société au système de « dictature » par la terreur, en encourageant, le repli, le consentement généralisé, fragilisant ainsi les luttes pour la justice, la solidarité.

La clinique, les politiques de soin, affirme le psychanalyste exilé Marcelo Vignar, ne peuvent dès lors se cantonner dans des techniques réparatrices des corps, si sophistiquées soient-elles, tenir des discours sur la « résilience », mais sont mises au défi de situer les limites de l'intolérable, le possible de la parole, de la pensée, plus que de s'appuyer sur les techniques des soignants. Le défi est l'indivualité *démolie*, les sociétés attérées, déchirées. Protéger, recréer les liens, des espaces publics (d'où l'importance du combat contre l'amnistie) est une lutte laborieuse contre la torture. Il existe un lien entre la torture et le « faire disparaître », c'est la destruction radicale de la politique et de la philosophie. Dans ce cadre, la pratique médicale, psychique, psychologique, articule ainsi le plus intime des corps, des psychismes au plus politique, au plus général en participant à l'élaboration du noyau gordien de « l'anéantissement ».

Qu'est-ce qui, dans la torture, fait basculer dans l'innommable, la terreur du néant, la violence allant aux extrêmes, nous obligeant à élaborer le critère d'identification de la gravité, de la limite de la torture, avant même la mort accidentelle ou programmée et les ressources conscientes, inconscientes, sociales pour lui résister? Jean Améry dit que tout a basculé pour lui lorsque le tortionnaire a « touché » son corps qui, pour lui est le lieu d'identification de la « démolition » (Vignar), la barrière absolue du corps propre franchie par les tortionnaires de la terreur d'Etat. Des expériences dans la psychanalyse clinique (Amati Sas) ont permis de repérer le lieu d'un rapport de lutte ultime où l'inconscient, l'imaginaire, penser un Autre vivant ou mort « comme objet à sauver » est le passage d'un impossible au possible en devenant le rempart de la résistance à la démolition dans la torture.



Les politiques du « faire disparaître » posent un embarras conjoint autour d'une « terreur » nouvelle à identifier, que l'on peut situer historiquement, pour ce qui est du capitalisme moderne, dans la colonisation, et son institutionnalisation au moment de l'émergence de l'impérialisme moderne (XIXe-XXe siècle). Les faits des XIX-XXe siècle nous obligent à prendre en considération une transformation du pouvoir de la force où la terreur, jouant un rôle majeur, dans le passage qu'elle entre'ouvre pour amplifier la réflexion sur la terreur, la « violence d'Etat », dont le sens ne se réduit pas à la lutte contre le « terrorisme »<sup>44</sup>. Ce qu'il faut saisir est la transformation du capitalisme d'anéantissement.

Toute proportion gardée, ce passage évoque un autre passage, significatif d'un autre embarras au XXe siècle, – celui de la distinction débattue, entre camps de « concentration » et camps « d'extermination » -, qui a soulevé des résistances à être pensée à cause de la difficulté à « comprendre » ce que les nazis ont appelé eux-mêmes, la « Solution finale » (*Global Lösung*), la disparition planifiée industrielle de masse de groupes ciblés (individus, peuples, minorités), non seulement de la politique, mais du cosmos, comme finalité autodestructrice d'un système politique impérial en transformation.

## **7. La « terreur » d'Etat et les politiques du « faire disparaître ».**

Continuité et discontinuité historique. Aujourd'hui, les transformations de la terreur d'Etat nous conduit à aussi reconsidérer son rapport avec le point nodal aveugle du « faire disparaître ». La lecture des documents historiques et actuels montre des tendances à la transformation de la terreur d'Etat. Mais qu'est-ce qui terrorise bien au-delà de la peur et de la crainte? Les remarques sur la torture, sur les politiques du « faire disparaître » nous amènent à ne pas considérer, les génocides, la torture comme des politiques isolées mais communes à des formes de violence d'Etat extrêmes, en élaborant philosophiquement et politiquement le schème<sup>45</sup> *génocides, tortures, disparitions* où s'institutionnalise, qui condensent des formes de terreur d'Etat dans des politiques du « faire disparaître ». C'est un nouveau nihilisme qui ébranle la politique et la philosophie.

Le défi est de repérer le point aveugle de la terreur d'Etat, dont Arendt a fait, quand à elle, une des caractéristiques majeures de l'invention totalitaire<sup>46</sup>. Notons que le mot *terreur* a aussi été utilisé après la découverte et l'usage de la bombe atomique (« l'équilibre de la terreur » dans les politiques de la dissuasion,

qui aujourd'hui trouvent leurs limites). L'usage politique de la bombe n'était pas une nécessité militaire des Etats-Unis, vu que le Japon avait perdu la guerre, disent de nombreux travaux. L'ennemi, dans un contexte de nouvelle guerre, ne doit plus obéir, se soumettre, négocier une reddition, mais *disparaître*. Le nouveau message des guerres d'anéantissement est clair. Les théories sur la désobéissance civile, sur les crimes, leurs catégories de référence ne sont plus efficaces sur ce nouveau terrain.

Le condensé du schème *génocides-démolitions-disparitions*, prend tout son sens en le mettant en rapport avec les transformations de la terreur d'Etat exercée à échelle industrielle voire post-industrielle, en intégrant de nouveaux dispositifs et outils renforcés par les nouvelles technologies dans les politiques du « faire disparaître » qui renvoie de *nouvelles formes politiques, philosophiques de nihilisme : l'anéantissement en effaçant les traces*, d'où l'importance de la mémoire, des archives, des actions contre l'amnistie, comme le montrent très bien les actions des Mères, Grands-mères de la Plaza de Mayo à Buenos Aires et d'ailleurs.

Au premier abord, trois exemples pratiques actuels fournissent une illustration de l'hétérogénéité de pratiques qui ont un lien avec les politiques du « faire disparaître ». Citons un choix d'exemples limité pour montrer à la fois la diversité des terrains et leur logique commune sous-jacente.

*Un premier exemple* nous est fourni par les travaux de Marion Brepohl, historienne brésilienne, dont le projet contient des textes, sur le génocide en Namibie par l'Allemagne, avec des futurs nazis et qui en arrive à travailler sur le génocide des populations indiennes au Brésil où elle vit.

*Un deuxième exemple*, décrit que ce que l'auteur appelle un « génocide social », indique le rapport entre une culture d'anéantissement dans les rapports de pouvoir durant la dictature argentine. «... s'il est sûr qu'en Argentine il y eût une disparition partielle ou totale de certains groupes politiques - certains ont définitivement disparu -, (...) l'objectif central du Processus de réorganisation national (...) fut précisément de transformer le groupe national argentin, de transformer le sens dans lequel se comprend l'autorité, de transformer les relations sociales, la famille, l'éducation, (...) et en ce sens il est beaucoup plus juste de penser que la dictature s'est proposé la transformation du groupe

national argentin à travers l'élimination d'une de ses parties. (...) la terreur nous a tous traversé et a laissé des effets à l'intérieur de chacun de nous. »<sup>47</sup>.

*Un troisième exemple* se situe en Suisse. Il provient d'une action symbolique « d'hommage aux disparus en exil », aux réfugiés qui ont péri sur les routes de l'Europe et ou en mer Méditerranée. L'action intitulée « *Les nommer par leur nom* » a eu lieu en Suisse dans le cadre de la journée des réfugiés du 14 juin 2020. Il s'agissait d'attacher des billets à des ballons lancés dans le ciel portant le nom de 40.555 personnes disparues sur les chemins de l'exil. Qu'est-ce qu'il y a de commun entre la liste des 30.000 disparus sur un mur plongeant dans la mer en Argentine, dans le cimetière de Santiago et ces papiers flottant dans le vent dans des villes de Suisse ?



Le mur des disparus, Buenos Aires, Argentine, photo M.Cl. Caloz-Tschopp<sup>48</sup>

Ces trois exemples, sont habités par une énigme politique et philosophique commune, au-delà de leur spécificité, qui en appelle, non pas à des généralisations discutables en devenant abstraites. Mais à les examiner ensemble en s'interrogeant sur le lien et la signification de la « terreur d'anéantissement » d'Etat, d'une violence guerrière allant à des extrêmes imprévisibles.

## 8. Questions de critère : mesurer le néant ?

Est-il possible de mesurer le néant ? Anéantissement et Résistance. Du côté du desexil de l'exil, rien de plus énigmatique que l'imprévisibilité de cette violence « extrême », aussi énigmatique pour comprendre la domination et les nouveaux enjeux de l'émancipation. Rien de plus réjouissant que les luttes des mères et des grands-mères pour retrouver les corps, les traces des disparus. Assurément, elles ne tentent pas de mesurer le néant, mais que font-elles ?

La politique du « faire disparaître » ne peut être mesurée, mais pour être approchée, elle met au défi de pouvoir être retournée en réinvention de la tragédie<sup>49</sup>. Morts individuelles. Morts de masse, disparus, destruction de la planète est le spectre de la politique et de la philosophie au XXe-XXIe siècle. Le renversement de l'exil en lutte, en desexil, implique de poursuivre le travail de *compréhension* et un travail de mémoire, sur le « mal de vérité »<sup>50</sup> articulé aux luttes.

Il s'agit de saisir à la fois l'histoire de longue durée, le présent et l'avenir : reprendre l'histoire du colonialisme, de l'impérialisme, ses effets boomerang, relire les inventions du capitalisme moderne, au XIXe-XXe siècle, avec un nouveau regard, non tant dans le schème « démocratie-totalitarisme »<sup>51</sup> que dans sa longue genèse de faits aboutissant aux violences d'anéantissement du XXe siècle et les violences actuelles extrêmes banalisées en divers endroits du monde qui dessinent l'avenir.

Le spectre multiforme des disparus dans l'ombre de la mémoire et du présent sont d'une étrange actualité, écrit une historienne argentine<sup>52</sup> travaillant dans un réseau latino-américain sur l'exil. Le spectre des disparus indiquent à la fois le passé, le présent et le devenir du peuple multiple, hétérogène, des prolétaires desexilés du XXIe siècle. Les conflits autour de cette aporie sont tragiques. Ils posent de redoutables énigmes.

Les disparus rendent visible l'aporie tragique de la politique : comment défendre dans les pratiques de luttes, le principe des principes, la matrice de *la liberté politique de se mouvoir* en ne la réduisant pas au pouvoir de répression des opposants par des « dictatures », des tyrans mais en reconsidérant la gravité des faits. Comment bloquer, détourner, convertir l'effet boomerang de l'impérialisme décrit par Rosa Luxemburg au début du XXe siècle dans le sens encore limité de son époque par rapport au développement imprévisibles après le tournant impérialiste que la révolutionnaire a décrit ? Pour lutter contre la torture et les disparus, résister à la radicalité d'un nouveau nihilisme destructeur, freiner, bloquer l'effet boomerang, il s'agit de réinterpréter, non seulement le capitalisme

industriel, l'impérialisme, relire l'accumulation primitive pour saisir les nouvelles formes de surexploitation dans les bords du capitalisme actuel (*care*, migrants clandestins), mais encore de se déplacer radicalement pour *changer de paradigme, de posture*. Nommer la « violence extrême », identifier les alternatives à l'hypercapitalisme expérimenter la liberté politique de se mouvoir, rendre visible la tragédie. De multiples expériences d'invisibles nous indiquent des chemins de traverse, de fuite, de ruse. L'effet boomerang n'a pas cessé. Il s'est amplifié, complexifié. Cela implique de regarder avec des yeux lourds du passé, et nourris de cet embarras et de cette aporie, comment l'effet boomerang continue aujourd'hui et sous quelles formes il a lieu dans les politiques du « faire disparaître ». La liberté politique de se mouvoir, la justice, l'(in)égalité, l'hospitalité, la solidarité sont à réinterpréter à partir de ce fait de rupture.

La démarche de création d'espaces d'Universités libres, l'élargissement du sens de l'exil, son renversement en *desexil de l'exil* est un engagement politique, philosophique qui s'inscrit dans les luttes des femmes de la Plaza de Mayo et d'ailleurs.

### **Quand le néant ébranle la politique, les savoirs**

*Il s'agit de « mesurer » les politiques du « faire disparaître » mais comment évaluer des politiques d'anéantissement ?* Les disparus ne sont pas simplement des exilés « politiques » au sens antique et des XVIIIe-XIXe et XXe siècle, c'est-à-dire des opposants soumis au bannissement. Ils font partie du peuple multiple des desexilés prolétaires dans une politique capitaliste globalisée destructrice en profonde transformation. Ils ont été et sont radicalement privés de la politique dans leur vie et leur mort. Les proches sont privés du deuil et de mémoire. C'est une des formes de la continuation de la pratique de la « *human superfluity* » qui a commencé à l'étape de la modernité capitaliste a pris la forme d'un régime politique « sans précédent » que décrit Arendt en observant le laboratoire des camps d'extermination du XXe siècle. Les humains sont devenus superflus dans leur vie et leur mort, en éliminant même la possibilité du culte des morts<sup>53</sup> et le travail de mémoire. On comprend pourquoi, les politiques du « faire disparaître » sont devenues des luttes transversales et universelles concrètes. Les luttes des Femmes de la Place de Mai en Argentine avec la revendication radicale de l'habeas corpus et du droit au retour des disparus a en quelque sorte radicalisé et universalisé le droit au retour, non seulement dans leur patrie, mais des disparus dans la politique, sur la planète terre.

Des faits comme ceux des politiques du « faire disparaître », devenus des dispositifs habituels comme le dénonce l'ONU<sup>54</sup> (Algérie, Argentine, Chili, Colombie, Mexique, Congo-Brazzaville, Afganistan, Syrie, etc.) montre que les disparus sont en effet une des figures emblématiques de violence extrême qui met radicalement en danger *la possibilité de la politique et de la philosophie* en poussant à l'extrême, la négation de la liberté de se mouvoir, en devenant la négation radicale du droit à la vie et à la mort.

Après l'invasion de Grenade par les Etats-Unis, tout le cône sud d'Amérique latine a été sous je joug d'oligarchies liées aux militaires de la colonisation impériale. Les politiques du « faire disparaître » mises en œuvre nous apprennent que le mot « dictature » ne parvient pas à décrire les transformations du pouvoir de domination en Amérique latine. Par ailleurs, l'actualité nous montre que le « retour à la démocratie » est fragile, limité, incertain, car les militaires ne se sont jamais réellement retirés du pouvoir (au Chili, au Brésil, en Colombie...) avec le danger réel d'un retour (Brésil) à des formes de violence extrême, à la chasse aux opposants, à la torture en tant que politique étroitement liée à l'hypercapitalisme. Le contenu du mot « politique » change. Le rapport entre *violence et révolution* aussi.?

En m'inspirant des travaux de la journaliste d'investigation, Monique Robin dont nous avons eu connaissance en travaillant au Chili en 2012, nous avons appris comment les militaires français ont exporté des méthodes de guerre, de répression, de torture<sup>55</sup>, du « faire disparaître » pratiquées en Indochine et en Algérie, puis transférés dans l'armée des dictateurs argentins, du cône sud d'Amérique latine en coordination avec l'armée française et américaine.

Son approche nous a d'autant plus intéressés, qu'elle a travaillé sur les liens entre colonialisme et exportation de la répression, en continuant à travailler plus tard sur l'agriculture et l'herbicide phare du Roundup (agent orange) produit par la multinationale Monsanto<sup>56</sup>, en co-organisant un Tribunal international des peuples sur Monsanto<sup>57</sup>. En tenant un tel fil rouge d'analyse, nous avons ainsi pu souligner le fait qu'outre le fait de réfléchir aux politiques guerrières de répression mène à enquêter sur les destructions de la nature, des travailleurs de multinationales de l'agriculture dans ce cas, il existe un lien historique entre les politiques de répression coloniale, impérialistes, mises en place en Amérique latine et aujourd'hui avec les prisons secrètes de la CIA qui ont exporté secrètement cet outil en Europe, dénoncées par un juge suisse, membre du Parlement européen, Dick Marty<sup>58</sup> et aussi avec la destruction de la nature.



En s'intéressant aux politiques migratoires, on constate que le lien prend de nouvelles formes sécuritaires, des camps, des prisons dans le cadre de l'Europe des Polices, de Schengen et Dublin et les systèmes d'expulsion, de réadmission et de contrôle (Eurodac) intergouvernementaux concernant les populations (et pas seulement les migrants, ce que montrent des recherches récentes<sup>59</sup>. On constate en observant ce qui s'appelle « les réfugiés climatiques », le lien entre capitalisme et destruction de la biosphère.

En Amérique latine, la politique du « faire disparaître » a été (ré)inventée au moment des « dictatures » dans le contexte d'un moment historique de *rupture*, banalisant des crimes contre l'humanité (politique des disparus, dont une des modalités a été l'opération *Condor* au Brésil, au Paraguay, en Argentine, au Chili, en Uruguay) par la violation d'une barrière civilisationnelle à ne pas franchir, celle de l'*Habeas* et mise en situation de disparition par les dictatures. On se rappelle le film *El Vuelo* d'Horacio Verbitsky qui a recueilli le témoignage d'Adolfo Silingo, tortionnaire argentin, décrivant les vols de la mort pour jeter les corps encore vivants dans la mer. Ce fait politique d'un processus à propos de la répression politique poussée aux extrêmes, en appelle à poursuivre les transformations des concepts d'exil et de desexil à la lumière, non seulement d'un droit particulier au retour mais d'une requalification de l'histoire de la violence politique « extrême », exigeant l'intégration d'une telle rupture de dé-civilisation pour élargir les stratégies d'action et de recherche. Un tel travail d'évaluation, de déplacement, participe de l'élaboration d'un travail de réappropriation de l'activité de réflexion collective, de dénonciation, de deuil, de mémoire et aussi des liens entre diverses formes de luttes de desexil du peuple multiple des exilés prolétaires entre les moments historiques, les continents pour saisir leurs éléments locaux et globaux, *transversaux et singuliers*.

Ces politiques de domination et d'anéantissement ont commencé durant la colonie, l'impérialisme, la Première guerre mondiale (combien de soldats disparus ?), la Deuxième guerre mondiale, avec la « Solution finale », les bombardements massifs, les millions de soldats tués. Elles ont été transférées dans les dispositifs de « dictatures » (dans les luttes anticoloniales, le cône sud d'Amérique latine) du terrorisme d'Etat (Algérie, Philippines, Amérique latine, Afrique, Mexique, Colombie, Guatemala, Tchécovie, etc. aujourd'hui). Elles continuent sous de nouvelles formes dans les féminicides, le trafic de drogue<sup>60</sup>, les pillages (tortures, cruauté, disparition des corps, et même utilisation de fours crématoires pour faire disparaître les corps dépecés).

Sur le terrain du néant s'invente, par des luttes de femmes, la nouvelle tragédie humaine et politique face aux politiques du « faire disparaître ».

## 9. Les politiques du « faire disparaître » : condensé philosophique et politique majeur

« Les solutions totalitaires peuvent fort bien survivre à la chute des régimes totalitaires, sous la forme de tentations fortes qui surgiront chaque fois qu'il semblera impossible de soulager la misère politique, sociale et économique d'une manière qui soit digne de l'homme ».

Arendt Hannah, 1951<sup>61</sup>.

Avant d'analyser les implications politiques, philosophiques, de « dé-civilisation »<sup>62</sup>, arrêtons-nous donc spécialement aux politiques du « faire disparaître » qui revêtent toutes sortes de visages, de formes, de modes dans le monde contemporain. Elles visent un seul but qui s'inscrit, notamment dans la philosophie de Carl Schmitt distinguant entre *amis-ennemis*, le critère d'hostilité définissant le politique inscrite dans la guerre<sup>63</sup> en franchissant une ultime limite : ne pas parler d'adversaire, mais d'ennemi, installer l'Autre dans *le non-être*. Dans ce cadre où la guerre a chassé la politique, les ennemis désignés comme tels, sont éliminés matériellement, symboliquement dans des politiques planifiées, intentionnelles à l'aide des nouvelles technologies. Les rapports politiques conflictuels entre adversaires, supposeraient des débats, l'élaboration de conflits..

Le schème (langage, pensée) des mots *génocides-tortures-disparitions* réservés aux politiques, aux pratiques de certaines formes de terreur d'Etat fournit un outil pour *imaginer* - le schème est emprunté à Kant quand celui-ci réfléchit à l'imagination – et aussi à Castoriadis dans ses travaux sur l'imagination radicale et social-historique, pour pouvoir identifier des embarras face aux transformations du pouvoir d'anéantissement, qui permettent de saisir que ces politiques de violence ne sont pas séparées, cloisonnées mais articulées, voire planifiées (ex. opération Condor, prisons secrètes transnationalisées, Frontex, camps d'exilés), amplifiées par de nouveaux dispositifs, outils. Il existe une *continuité-discontinuité*, une *continuité-nouveauté-rupture* entre ces politiques dont la colonne vertébrale est la « terreur d'Etat », en allant au bout du pouvoir, par la mise en œuvre de masse de politiques, d'actes intentionnels du « faire disparaître ». Ces politiques ne sont pas des accidents de l'histoire. Ni des folies métaphysiques. Ni des catastrophes « naturelles ».



Pour saisir ce qui a lieu dans ce rapport de violence extrême, de « *pouvoir de terreur et de disparition* »<sup>64</sup>, le défi est de pouvoir saisir en quoi les politiques du « faire disparaître » sont un condensé philosophique et politique majeur. Elles sont difficiles à penser, car la logique du calcul, des degrés, des limites des faits de disparition est impuissante à décrire, évaluer les nouvelles formes de terreur et de violence d'Etat et en appelle à des transformations de la logique, de la pensée et du langage.

L'article 2 de la dite Convention de l'ONU sur la disparition stipule : « *l'arrestation, la détention, l'enlèvement ou toute autre forme de privation de liberté par des agents de l'État ou par des personnes ou des groupes de personnes qui agissent avec l'autorisation, l'appui ou l'acquiescement de l'État, suivi du déni de la reconnaissance de la privation de liberté ou de la dissimulation du sort réservé à la personne disparue ou du lieu où elle se trouve, la soustrayant à la protection de la loi* ». Depuis l'énoncé de cet article, la question s'est complexifiée et amplifiée.

**En résumé, les politiques du « faire disparaître », avec les dispositifs, les outils d'Etat guerrier sont le *point nodal aveugle* indiquant le passage des politiques de « violence d'Etat » à des politiques de « terrorisme d'Etat » et dans la transformation *qualitative* de la terreur d'Etat en politiques du « faire disparaître ».**

**Elles sont un condensé majeur de la violence politique à élaborer pour repenser à la philosophie et à la politique, en transformant l'aporie du « faire disparaître » en énigme tragique : une politique de contre-violence.**

Les politiques du « faire disparaître », sont le troisième terme du schème *génocides-tortures-disparitions*, le point nodal aveugle, condensé de la nouvelle qualité de la terreur politique, l'aboutissement dans de multiples passages d'une politique de violence extrême qui ébranle les fondements de la politique et la philosophie et devient incontournable.

Ce fait est suffisamment grave, douloureux, dérangeant pour ébranler la confiance de base, induisant la désespérance, pour qu'il soit très difficile d'en dégager la signification. Discontinuité radicale. Il y a un avant et un après. Une rupture. C'est un rude travail de compréhension ouverte jour après jour qui transforme les rêves en cauchemar, bousculent les émotions, les catégories, la pensée, le langage. Le

travail sur les résistances à imaginer, voir, nommer l'objet, l'enjeu, le défi philosophique pour la politique, au-delà des descriptions fines, remarquables qui forcent le respect, ce qu'il implique  *finalement*, sont un des fils qui permettent de l'aborder, de dégager l'énigme politique et philosophique tragique.

Ce qui « terrifie », si on considère ce fait politique de « dé-civilisation », c'est précisément le fait non seulement de poursuivre, d'arrêter, de brutaliser, de réprimer, de torturer, de démolir quelqu'un, mais en faisant tout cela, de le *faire disparaître en portant atteinte à l'intégrité corporelle, psychique, sociale, à la vie, à la mort (culte des morts impossible), des individus désignés en masse comme ennemis, de la société, de la politique, du cosmos et des sociétés elles-mêmes et aussi de la nature. Les politiques du « faire disparaître » sont l'instauration du néant, du vide politique, philosophique.* En d'autres termes, c'est une *matrice* de « dé-civilisation » de la politique et la philosophie impliquant un déplacement radical et une refondation qui exige de repenser la tragédie héritée des grecs et même la tragédie moderne (Shakespeare).

Dans le contexte du capitalisme actuel, les barrières empêchant des glissements vers la violence extrême ne sont pas étanches. Elles sont complexes, imprévisibles. Parmi des formes diverses de nihilismes dont fait état l'histoire de la philosophie, c'est une nouvelle forme de nihilisme extrême (*du latin, nihil, rien*), caractérisant les rapports de pouvoir et contraignant - au sens le plus général et le plus radical -, l'ensemble de la politique et de la philosophie.

Le nihilisme *ne se limite pas seulement une « décadence de la civilisation » (Nietzsche)*, au nihilisme des luttes d'anarchistes russes contre le Tsar. C'est la tentative illusoire (?) d'inscription politique, philosophique, cosmique  *négative radicale* : la disparition de millions d'humains dans le vide du néant. Ce vide du néant, devient le vide de la « civilisation », pourrait-on dire. Négativité absolue. Sans traces. Sans retour. Nouveau nihilisme du temps de la colonisation, de l'impérialisme, du XXe siècle, marque indélébile du XXIe siècle ?

C'est en effet l'héritage d'une aporie de la modernité capitaliste entre le XVIIIe et le XXe siècle qui se globalise et qui en appelle à une universalisation de son renversement en énigme tragique. Elle conduit à poser le  *pari tragique*, de la contre-violence écrit Balibar. L'évolution du capitalisme, non comme phénomène isolé, mais situé dans l'ensemble des rapports de pouvoir qualifiés par les politiques du « faire disparaître », est que l'impasse de Schengen, lue avec les

lunettes d'un tel mensonge politique ambigu et du déplacement qu'il implique, devient une aporie abyssale.

*Faire disparaître* est une nouvelle forme du nihilisme radical qui a une longue histoire de continuité/rupture, caractérisant les rapports de pouvoir et contraignant la politique et la philosophie à retrouver la « liberté politique de se mouvoir », au sens le plus radical et le plus général. Comment dès lors exercer le « droit de fuite » plutôt que « disparaître » ?

Le point de vue que j'adopte pour réfléchir aux politiques du « faire disparaître » est donc de tenter une réflexion depuis la philosophie de la politique sur une telle négativité radicale pour la renverser. Assurément, devant le mur des 30.000 disparus d'Argentine, du Guatemala, les milliers, millions de disparus qui attendent des politiques de mémoire et d'archives, on se trouve pris de vertige devant une aporie politique difficile à transformer en énigme et pari politique tragique pour le XXI<sup>e</sup> siècle. Une telle politique de *terreur d'anéantissement* hante le présent et l'avenir, comme l'explique Hannah Arendt (citation plus haut).

## **10. Cerner le point nodal aveugle des politiques du « faire disparaître »**

*Le point aveugle, les politiques de disparition* devient non seulement un critère d'évaluation des formes de violence, mais une **aporie tragique**. *Disparaître*, ce n'est pas seulement devenir invisible ou même cesser d'exister, décéder, comme dit le Petit Robert (dictionnaire). C'est un décès, sans certificat de décès, sans corps, sans traces. C'est un rapport politique de violence extrême expulsant l'autre dans le néant. Pensé, décidé, provoqué, planifié dans des modes inimaginables.

Ce point aveugle est l'ancrage pour pouvoir penser, dans un schème commun, les politiques de *génocide-tortures-disparitions* globalisées sous des formes diverses, avec un fond de néantisation inimaginable, incalculable, inénarrable. Ces nœuds gordiens enchâssés, ont émergé dans un autre schème de l'histoire: la conquista, le capitalisme, la colonisation, l'impérialisme se sont développés depuis la modernité, avant, au tournant, durant et après la première partie du XX<sup>e</sup> siècle.

Face aux transformations de la violence, l'épistémologie, la méthode ne peuvent plus être simplement nominatives, descriptives, classificatoires en types de « régimes » ou niveaux de limites de la violence, catégorisations qui nous vient en partie de la Grèce ancienne, puis des guerres au 20<sup>e</sup> siècle et par de nombreuses

recherches en sciences humaine et sociale. Dans l'histoire et l'actualité, la terreur politique n'a pas fait son temps. Dans son courant dominant, elle est un caméléon redoutable du rapport *pouvoir, violence qui se transforme en démolition-extermiation-disparition*.

Le déni des génocides (africains, arménien, juif, tzigane, ruandais etc.) prolongé dans le déni des féminicides, les démolitions par la torture de masse, les disparitions érigés en politiques de terreur exterministes, en s'élargissant, exigent un radical déplacement théorique et pratique pour ne pas être banalisées. Comment l'attention aux faits des dénis de génocides, de tortures, des disparitions, a mis en lumière, l'interprétation, le sens politique, philosophique de ces faits situés dans l'histoire et l'espace planétaire.

A l'heure où ces concepts sont en débat, ils se globalisent (prisons secrètes, bombardements dans les guerres en cours, disparitions en méditerranée, mort des anciens abandonnés à la mort dans les politiques du covid-19, etc.), se déplacent dans de nouveaux secteurs de la vie sociale. Comment, pour se protéger de la terreur exterministe, ne pas banaliser un processus en cours, en s'arrêtant à la surface visible de la description des faits ou alors en les considérant comme des catastrophes « naturelles » avec le danger que ce soit des formes de déni... voire de consentement ambigu - à ce qui se passe. Comment, notamment, approfondir une approche critique du lien entre *violence et révolution*<sup>65</sup>, violence et politique<sup>66</sup>, où les praxis, la politique, la philosophie sortent radicalement déplacées, transformées?

Comment l'histoire vécue de la modernité capitaliste industrielle, des XIXe-XXe siècle, sa genèse (*conquista*, colonialisme, impérialisme) nous a obligé à réfléchir et à intégrer des faits de brutalité, d'extrême violence, qui transforment radicalement le pouvoir et l'action politique<sup>67</sup>, la philosophie de l'histoire (Benjamin, Derrida) et les champs traditionnels de l'anthropologie, de la philosophie politique.

La question de la démolition (Vignar), de la destruction<sup>68</sup>, de « la disparition » des humains par d'autres humains et de la nature par les humains – qui n'est pas le seul fait des nazis au XIXe et XXe siècle – a ébranlé, transformé radicalement la politique et la philosophie. Des millions de spectres (notion empruntée à Derrida) de l'annihilation hantent désormais les nuits des mémoires souvent muettes. Terreur. Rêves. Cauchemars. Angoisses. Insomnies. Les spectres de la vie luttent,

résistent contre les spectres de la mort de masse. Spectres, destruction passée et présence à venir (Derrida). Déconcertante dialectique d'un retour sans retour à la vie « normale », si ce n'est sous forme de spectre et d'exil.

Dans le travail philosophique, à l'occasion de ce projet je repense comment Arendt, en pensant au « totalitarisme », pense à la fois (en même temps ?) au « droit d'avoir des droits » et à la superfluité humaine (*Human superfluity*) ce qui, dans l'usage du « droit d'avoir des droits » n'est pas intégré? Quel est le « le mal radical plus grave que prévu », le « danger extrême », le « danger mortel » dont parle Arendt ? Comment penser depuis le double saut qui transforme la tragédie – mortalité individuelle et de masse -, « l'exterminisme et la violence « extrême » dont parle Bertrand Ogilvie et que reprend Etienne Balibar en posant des questions difficiles à Bertrand Ogilvie lors de sa thèse sur « l'exterminisme »?

La gravité de la situation en appelle à un radical déplacement philosophique, politique, épistémologique, méthodologique, une nouvelle philosophie de l'histoire, mais laquelle, alors que les catégories, les concepts, les mots, les instruments pour les combattre nous manquent ? On va voir ce qui est émerge de certains travaux et de démarches de questionnement, de ce que je me hasarde à nommer l'anthropologisation *ontologique de la politique du chaos/cosmos*.

## **11. Parler Décrire. Raconter. Nécessité et limites de la phénoménologie**

Pour ne pas être avalé par le néant, il faut pouvoir parler, décrire, raconter. La question est individuelle, intime et politique. Elle fait partir de la politique de la mémoire.

La phénoménologie, un des domaines de la philosophie, est nécessaire pour lever les résistances à savoir et accepter de constater, décrire, condamner des phénomènes de violence allant aux extrêmes. Pouvoir agir contre de telles pratiques qui se banalisent et se développent à l'échelle planétaire, implique la double approche juridique et phénoménologique descriptive, évaluative des rapports de pouvoir pratiquant la cruauté, la brutalité, la violence légitimées, banalisées (discours des abus pour minimiser la violence), et le démantèlement des cadres politiques, des droits de la « civilité »<sup>69</sup> où cette méthode philosophique trouve son rôle et aussi ses limites.

On se trouve avec les références héritées de la philosophie grecque : *être et apparence* dans des phénomènes qui dévoilent l'être. La description des phénomènes – ce qui apparaît, que l'on peut percevoir – pose des questions de méthode. Elle permet de lever des résistances, inconforts, embarras, mais se trouve confrontée à une aporie d'un processus qui touche l'être : *la néantisation, le non-être*. Les phénomènes observés, vécus, font éclater catégories, représentations, certitudes, y compris celles des logiques, de la dialectique, du langage, de la description, de la puissance d'agir (démotivation) et de l'espoir.

La description se heurte à la difficulté de pouvoir imaginer, penser, parler, raconter (récits) avec les outils dont nous disposons. Le corps, la pensée sont radicalement bousculés, atteints, mis en péril, ce qui transforme les bases de la formation des chercheurs en sciences sociales et humaines dont la philosophie, la psychanalyse. Cela en appelle à une nouvelle rationalité, conceptualisation et approche du pouvoir de destruction et d'annihilation, d'effacement nihiliste qui intervient sur les corps, la voix, la parole, l'imagination, la pensée, la vie et la mort.

Les politiques de disparition installent des individus dans un « état qui n'est ni vivant, ni mort », dans un non-lieu, dans un non-être. Un néant. Un vide. DISPARU. Les cimetières nomment parfois les absents disparus *NN*, mais leurs tombes sont vides. Où se trouvent les exilés noyés dont la mer, les sables du désert sont le seul cimetière<sup>70</sup> ? Les catégories manquent. L'imagination, la pensée loin de pouvoir se cantonner à l'étonnement, à l'embarras, à *voir* l'insupportable du vide trouvent une limite, une aporie radicale sur son sens et son but politique et sa (non) philosophie négative. Le fait des disparus devient certes moins obscur quand on explore la violence physique qui se double de la violence symbolique (Digo se référant au concept de Bourdieu). L'exploration des limites de la rhétorique, de la métaphore, de l'allégorie pour tenter de parler des disparitions suffit à montrer combien ce fait se dérobe non seulement aux savoirs, mais à la fois à la parole, à la narrativité, à la fiction, à la symbolisation, à l'imagination, à la pensée. *Morts sans morts, sans mots* dit un témoignage retranscrit dans un des textes présentés.

*Photo NN Chili,*

Les inscriptions *NN*, (décret de 1941 nazi *Nuit et Brouillard, Nacht und Nebel*) trouvé sur des tombes des cadavres enterrés non identifiés dans un cimetière de Santiago, indiquent une des formes des politiques de la disparition de toute identité s'inscrivant dans l'imposition dans le monde actuel d'une pensée-calcul

technique confrontée à l'impensable (Amati Sas, mégamorts, voir base de données), un *vouloir* politique non seulement de liquider en masse, de torturer, de tuer, d'enterrer sans nom, mais de faire disparaître les corps, les traces, la capacité de penser, de se souvenir.

C'est une volonté de toute-puissance nihiliste dépassant toute situation-limite de violence du pouvoir de domination, de souveraineté : effacer de la surface de la terre, les traces d'existence, de relation, de multiples QUI, quelqu'un-e, *y compris de leurs cendres*<sup>71</sup>. Disparus, effacement des corps. L'*Habeas Corpus*, qui signifie « Montrez le corps », ne peut plus s'appliquer (il est impraticable dans les disparitions, bien qu'elle soit revendiquée !), où des signes de la présence, du souvenir, de la pensée ont disparu avec les corps, les traces. Les disparus sont les spectres, non pas de la « vie nue » (Agamben), du « biopouvoir » (Foucault), que les témoins d'une aporie<sup>72</sup>, là où « *il n'y a pas de pourquoi* » (*réponse d'un nazi à un prisonnier à Auschwitz*). Plus d'énigme possible pour les victimes. Aporie absolue. Néant. Vide. Non-Etre.

Les disparus, ces spectres du passé, du présent, de l'avenir pourraient désigner ce qui pourrait arriver à l'ensemble des humains de la planète et même à la nature : **disparaître**. Le capitalisme globalisé en arriverait-il à devoir être caractérisé par l'anéantissement prenant la forme des disparitions, du non-Etre, du vide nihiliste après la surexploitation dans la multiplication du travail (Messadra&Nelson), les expulsions, le saccage ? On se trouve dans un type de négativité radicalisée de dé-civilisation qui, pour avoir l'illusion d'*Etre, de dominer absolument pour devenir. Les humains sont-ils réduits à saccager, à piller, à exterminer, faire disparaître* en finissant par instaurer eux-même un nouveau nihilisme du *non-Etre* de la vie, et même de la mort, où tout est englouti.

La question est d'autant plus tragique, que les politiques du « faire disparaître » concernent les êtres humains dans les conflits, guerres, la vie et le droit du travail, la vie sociale, le droit fondamental d'exister (habeas corpus), le droit pénal (crime contre l'humanité), et aussi la nature (semences, biodiversité, forêts, eau, etc.). Que devient la violence allant aux extrêmes inscrite dans l'auto-anéantissement de l'humanité par elle-même et aussi de son socle vital (nature, planète Terre) ? Comment parvenir à parler du profond « trouble » (mot d'Arendt), du profond « étonnement » (Socrate), de l'embarras radical face à l'aporie qui a saisi, ébranlé, bousculé toute approche de la vérité, de la justice, de la révolution, de la guerre,

de la politique en interrogeant la possibilité même de la politique et de la philosophie ?

La description phénoménologique est utile mais ne peut épuiser le sens politique et aussi philosophique de ce qui a lieu et donc transformer l'aporie en énigme et en pari tragique. Nous nous trouvons devant l'exigence de nous déplacer encore. De partir de *l'apparaître pour saisir l'Etre social-historique en action et en non-devenir*. Prendre acte des politiques du « faire disparaître », implique d'accepter de voir, imaginer penser jusqu'au bout du pensable, un processus de pouvoir *néгатif* qui tente d'anéantir, de faire éclater la politique, la philosophie, le cosmos (monde). Tentative illusoire ?

Cette voie pour passer de l'aporie à l'énigme tragique peut devenir créatrice en renversant sa négativité absolue, - anéantissement- en pari tragique de contre-violence. Les politiques du « faire disparaître » ne sont pas des politiques de « table rase ». Elles ne sont plus non plus l'illusion de l'instauration du chaos destructeur-créateur<sup>73</sup>. Le IIIe Empire de la fin de l'histoire du nazisme<sup>74</sup>, se trouve réduit à des guerres d'anéantissement déjà inventées (la guerre de Troie), pratiquée lors des colonisations, des impérialismes. Elles sont une volonté politique de toute-puissance d'anéantissement, avec des traces dans le passé, instaurant le néant pour le néant, le non-être pour le non-être. C'est une forme de chaos destructeur négatif, qui défait le lien chaos/cosmos qui « tient ensemble » le commun, notre rapport à l'univers et qui est à sauvegarder, comme on le verra dans le « vertige démocratique ». Une telle négativité est-elle dialectisable ?

L'urgence, le besoin d'imaginer, repérer, nommer le contenu du schème indique que le fil ténu de la pensée est lui aussi en danger, que nos catégories logiques héritées trouvent leurs limites. En étant confronté aux faits « extrêmes » des politiques de génocide-tortures-disparitions, tout en sachant qu'il est nécessaire pour les « nommer », les montrer, les décrire, les raconter (peut-on y arriver, ou alors le mutisme s'installe ?), on en arrive à se demander si la phénoménologie inspirant une partie des travaux en sciences sociales, comme approche philosophique nécessaire de la recherche du sens toujours inconclue dans de multiples descriptions et interprétations, n'induit pas, dans une sorte d'effet indirect, le risque d'en rester à l'embarras et à l'aporie s'exprimant alors par la fascination devant le néant. L'art nous en donne des exemples.



Ou dit d'une autre manière : serait-ce une des démarches des savoirs, de la philosophie, de la politique (y compris celles de la mémoire conflictuelle) qui laisse apparaître l'embarras, la difficulté de résister à imaginer, à *voir, sans pouvoir voir, le néant devenu un vide*, ce qui a disparu. Qui précisément échappe au regard, à l'imagination, à la pensée, à la symbolisation, à la narration, la difficulté de se défendre de connaître le noyau dur de l'énigme tragique de la philosophie et de la politique. Qu'est-ce qui résiste au paradigme bien-mal, à la raison kantienne du « mal radical », exploré dans un autre domaine par les théologies négatives après Auschwitz<sup>75</sup> ou encore les travaux sur le personnage de Job dans l'ancien testament chrétien<sup>76</sup>.

Tentons de faire un pas de côté, dans la réflexion en nous déplaçant encore, en prenant acte que dans les sociétés, il n'y a pas de barrière étanche entre la violation de l'Etat de droit, des droits et l'état d'exception, entre la violence d'Etat et le terrorisme d'Etat entre le terrorisme d'Etat ou hors Etat et le « faire disparaître ».

La peur est le symptôme d'un inconfort, l'indicateur d'un malaise. La haine est une forme de violence ordinaire qui joue sur la limite de manière plus ou moins subtile, cachée, qui instrumentalise la fascination pour le néant. La terreur d'Etat constitutive d'actions d'agents, d'institutions, de politiques, de régimes, est précisément la rupture de la barrière d'un infranchissable qui bascule dans le fossé d'une civilisation négative : un nouveau nihilisme. Les théories de la résistance, de désobéissance civique, des lanceurs d'alerte peuvent être aussi évaluées à partir du **rapport *génocides-torture-disparition* et entre la transformation de la « violence d'Etat », « terrorisme d'Etat », en nouvelle « terreur d'Etat » radicalisée à la base d'une nouvelle philosophie politique nihiliste du « faire disparaître » qui reste à comprendre, à penser.**

Foucault, après Arendt et les intellectuels exilés du XXe siècle ont formulé des réflexions, notamment en parlant, de « totalitarisme » (Arendt) de « biopolitique » (Foucault), traduite dans sa célèbre formule *laisser mourir la masse et choisir ceux qui peuvent vivre*. Qu'impliquerait alors, l'embarras, l'aporie en appelant à un déplacement radical éloigné d'une pensée de *l'hubris*, des limites, degrés, des catégories avec lesquelles la tradition, la raison nous a habitués à penser et qui s'avère impuissante à saisir un objet qui nous terrorise et nous échappe ?

Un autre schème *violence, civilité, révolution*, produit à l'occasion de la rencontre d'Istanbul, questionne le rapport de ces trois questions politiques et philosophiques au cœur du travail d'Etienne Balibar et de l'ensemble des pratiques soumises au défi de la « violence extrême », de la « contre-violence » et de la « civilité » à inventer au XXI<sup>e</sup> siècle. *Brutalité* (Bozarslan, Mbembe), le mot retrouvé dessine le panorama de la destruction contemporaine, mais pas forcément celui de l'émergence de nouvelles formes de liberté politique. Il n'y a pas, plus de commun, plus de sol pour le commun. A quelles conditions, les mots de révolution, de démocratie, de civilité, peuvent-ils faire encore rêver de « civiliser la révolution », nous sommes-nous demandés en 2014 à Istanbul.

## **12. Transformer une aporie en énigme. Une démarche (re)constructiviste d'anthropologie et d'ontologie politique.**

Pour le dire de manière brève et sur un autre registre, - celui des domaines des savoirs philosophiques hérités (métaphysique, ontologie, anthropologie, philosophie politique, du droit, esthétique, etc.) -, il devient alors nécessaire, de se situer dans les héritages reçus, d'élaborer non seulement une biopolitique, une anthropologie politique, une philosophie politique d'Etat, une philosophie de la politique, articulant *ce qui apparaît* (phénomènes) dans les faits et ce que devient *la puissance de l'Etre social-historique* (ontologie politique) ancré dans les humains en rapport avec la nature, le cosmos, en se gardant d'une utopie idéaliste ou alors de tout enfermement dans une métaphysique essentialiste (de la catastrophe, de l'effondrement qui abondent).

Il est possible d'opter, pour ce que l'on pourrait appeler **une démarche (re)constructiviste d'anthropologie et d'ontologie politique**. *En d'autres termes, l'enjeu est de redessiner une place politique aux humains et à la nature, en reprenant par un autre bout les questions de l'hubris, de la démesure et de la phronesis, de la prudence.*

Une telle démarche déplace, « déporte », entièrement les domaines et aussi les catégories philosophiques et politiques que nous utilisons pour imaginer, penser, décrire la politique, la philosophie en devenir (par ex. utopie, guerre civile, révolution, régimes politiques, dictature, démocratie, commun, le rapport à la violence, la séparation entre humanité et nature, etc.).

Il a fallu, il importe de continuer à « comprendre » (Arendt), reprendre le « fardeau » (vocabulaire qui a passé au domaine des réfugiés) insoupçonnable d'un héritage exterministe et des luttes. Le double défi (mort individuelle, mort de masse inscrite dans un nouveau nihilisme... encore radicalisé) d'une dialectique ouverte impliquant non par la création par la destruction (Schumpeter et sa libre-interprétation de Marx), mais les liens exterministes entre destruction, disparition, exterminisme, création.

Des retours sur l'histoire, d'autres concepts-moteurs ont acquis un poids important dans les recherches, comme on le voit en revisitant des études de situations récentes (Chili, Turquie) et qui posent ce que Eduardo Galeano a appelé à propos du Chili, des « paroles pour oublier l'oubli ». En clair, ne pas abandonner la difficile question de l'impunité dans le travail de mémoire, veut-il dire. Ce qui implique un travail politique et philosophique de renversement du nouveau nihilisme.

Signe qui ne trompe pas. Le questionnement arrive par l'histoire entre le XVIIIe-XXe siècle et l'histoire immédiate en se poursuivant aujourd'hui dans les politiques migratoires et du droit d'asile, et avec les migrants, exilés en fuite, en travaillant sur le rapport « torture-migrations » (Perroco, 2020) au moment où elle émerge dans les politiques de la santé, du travail, de la vieillesse, dans les limites de la nature, etc.. Il implique des démarches critiques et des pensées, des outils « déportés » (Stern). La philosophie est appelée à se déplacer, décoloniser, désimpérialiser pour pouvoir voir, penser, agir dans ce qui constitue l'Être social-historique en devenir.

### **Couverture du livre de Perroco ici**

A partir d'une réflexion sur la disparition, en passant par des embarras, des apories, une philosophie d'énigme et de pari tragique majeure a émergé. Elle ébranle radicalement les parois, les cadres de la philosophie et la politique. Une telle énigme ouvre des percées sur l'aporie de la « disparition ». Une philosophie des limites de l'agir humain, marquée par une énigme tragique devient une potentialité de pari praticable. Elle est à la base de l'étonnement, de la curiosité humaine qui est le contraire de la passivité indifférente ou du consentement. La naissance est la base ontologique impliquant l'agir politique en terme de « commencer quelque chose de neuf » (Arendt). Elle a une intensité subversive.

Lutter en n'oubliant jamais les indignations, les imprécations pour la justice, la liberté, l'égalité, l'autonomie, c'est chercher sans fin des percées dans l'histoire, dans l'aporie tragique des XVIIIe-XIXe-XXe siècle, avec des traces récurrentes souterraines, invisibles qui ont été transmises aux générations qui ont suivi.

Se remémorer des empreintes pour poser ses pas, explorer des percées dans des apories, pour trouver des passages pour élaborer l'énigme tragique. *El camino se hace andando* dit le poète (Machado). Chercher le possible dans l'impossible dit le sphinx, c'est le pari tragique d'aujourd'hui et de demain.

### Conclusion.

Génocides, politique de torture, du « faire disparaître, étranges similitudes. Pour le dire sur un autre registre, au delà de leurs spécificités et de leurs hétérogénéités, qu'ont en commun d'une part les politiques de génocides, de la torture et les politiques du « faire disparaître » qui continuent<sup>77</sup> malgré l'entrée en vigueur de la Convention de l'ONU sur les disparus et d'autres part, les luttes. Ces politiques sont combattues de *manière transversale*, les luttes des Mères de la Place de Mai, les luttes des Kurdes contre les destructions de villages, les luttes de la Marche mondiale des femmes, la lutte des travailleurs licenciés par General Motors (2008)<sup>78</sup>, la répression extrême, la surexploitation des travailleurs du Bangladesh en grève qui fabriquent nos vêtements jetables, la lutte syndicale de la femmes migrante noire qui travaille avec un contrat de courte durée à Amazon, l'extension et l'expulsion de précarisés, l'ueberisation, la consommation déconnectée à la production, les destructions de la nature par les multinationales, etc., etc. ?

L'énigme de la violence des politiques du « faire disparaître », va bien au-delà de questions d'organisation des luttes, de l'hétérogénéité, de la singularité, de la *composition*, de l'organisation des mouvements sociaux, des questions posées par l'intersectionnalité, concept développé dans les études de sexe/genre qui est un des axes d'une universalisation en marche. Le spectre des disparus d'hier et d'aujourd'hui, avec la succession des génocides depuis la colonisation et l'impérialisme, pèsent sur le *desexil de l'exil* en exigeant un renouvellement radical de la politique, de la philosophie, du travail de mémoire, un déplacement de l'objet du pouvoir à celui de la violence. Un tel déplacement plutôt que de fractionner, diviser les luttes, peut amener à la construction d'une conscience sociale pour un nouveau paradigme, où les mouvements de la migration, du

climat, du Covid, etc. à l'échelle des urgences de la planète. Elle concerne l'ensemble des actrices, des acteurs de la politique, des institutions.

*Le nouveau type de nihilisme politique du « faire disparaître » est une énigme politique et philosophique abyssale.* Il exige un radical déplacement, un travail politique et philosophique pour « imaginer » (Castoriadis), penser, « comprendre », « juger » (Arendt) sa signification, accompagnant les expériences et l'apprentissage de déplacements de nos références de base politiques et philosophiques, dans la recherche de nouvelles convergences, à la mesure des enjeux de survie de la planète. Elle renouvelle radicalement la tragédie humaine.

---

<sup>1</sup> Arendt Hannah, « Préface », *La crise de la culture*, Paris, éd. Gallimard, 1972 (traduction française 1954), p. 15.

<sup>2</sup> Voir actuellement, [news.un.org/es/story/2021/01/1486412](https://news.un.org/es/story/2021/01/1486412)

<sup>3</sup> Moréas Georges, Un nouveau crime dans le code pénal : la disparition forcée (blog du 8 mars 2012 de l'auteur de l'article).

<sup>4</sup> Voir à ce sujet l'article de Ilaria Possenti à l'occasion de la rencontre d'Istanbul (voir base de données).

<sup>5</sup> L'exemple pris en compte est celui de l'Amérique latine et du cas argentin, chilien et du cône sud plus particulièrement entre les années 1960-1990, mais le phénomène s'est étendu à bien d'autres pays d'Amérique latine et d'ailleurs. Notons ce qu'en dit une historienne argentine sur le cas argentin (30.000 disparus) : « Comprendre le terrorisme d'Etat des années 1970 en Argentine nécessite de replacer le phénomène dans le cadre des rapports de pouvoir et de modes de gestion du conflit politique qui trouvent leurs racines dans le passé. Si cette terreur et les modalités de sa mise en place ont constitué une nouveauté absolue, elles n'ont pas pour autant représenté une rupture totale avec le passé. C'est justement parce qu'elles se sont inscrites dans un contexte de pratiques et de modes de fonctionnements politiques propres à la société argentine que celles-ci ont été rendues possibles : l'autoritarisme, la violence, le jeu politique conçu comme une affaire de force destinée à exclure l'adversaire, le manque d'intérêt porté envers la démocratie et les mécanismes institutionnels régulateurs de la politique, conformaient déjà depuis longtemps les règles de l'espace sociopolitique argentin », Franco Marina, « Préface », Calveiro Pilar, *Pouvoir et disparition. Les camps de concentration en Argentine*, Paris, La Fabrique, 2006, p. 7.

<sup>6</sup> Nous avons rappelé dans la première partie, l'importance d'une philosophie de la naissance pour Hannah Arendt.

<sup>7</sup> Voir parmi l'ensemble des œuvres de cet écrivain japonais, un petit livre où il fait notamment le lien entre Auschwitz et Hiroshima (p. 201), Ôé Kenzaburô, *Notes sur Hiroshima*, Paris, éd. Gallimard, 1996 (1965). ISBN 2-07-074277-6

<sup>8</sup> Voir notamment à ce propos, Arendt Hannah, *Qu'est-ce que la politique ?* Paris, Seuil, 1993.

<sup>9</sup> A partir d'une approche critique du « progrès » supposé du capitaliste, fallait-il pour autant, basculer dans les critiques conservatrices, réactionnaires du « progrès » en général ou encore ce que j'ai appelé des « métaphysiques de la catastrophe », aussi présentes sur le terrain de la migration, de l'asile, du droit d'asile ? Mon usage de la notion de « dys-topie »<sup>9</sup> (2016), puis de « philosophie de la fuite » centrée sur la « liberté politique de se mouvoir » (2019) plus tard, ont été l'exploration d'un labyrinthe tragique et, ce que j'appelle provisoirement une anthropologisation ontologique de la politique *du chaos/cosmos* (voir partie IV).

Par ailleurs, la longue collaboration avec des féministes matérialistes (Colette Guillaumin surtout et Nicole-Claude Mathieu et Paola Tabet), a permis l'éloignement de toute pensée essentialiste et naturaliste, en articulant les rapports de classe, de sexe, de race, en se centrant et sur l'Être social-historique en devenir (concept de Castoriadis), où la puissance d'agir des humains, en s'affrontant au chaos, en vivant le « vertige démocratique » face au chaos/cosmos, s'affronte aux nouveaux défis de la complexité, de l'imprévisible, de l'inattendu.

<sup>10</sup> Löwy Michael, *Walter Benjamin : Avertissement d'incendie. Une lecture des thèses « Sur le concept d'histoire »*, Paris, PUF, 2001.

<sup>11</sup> Caloz-Tschopp Marie-Claire, « Sur le rapport torture et migration : une réflexion philosophique/politique », In Perocco F. (dir.). *Tortura e migrazioni*, Venise, éditions Ca'Foscari Digital Publishing, 2020. Il est traduit en espagnol et en cours de traduction en anglais.

<sup>12</sup> Parmi une abondante littérature on peut citer, Gonzalo Sanchez G., *Guerras, Memoria & Historia*, Medellin, ed. La Carreta historica, 2006 ; Schmitt Carl, *La guerre civile mondiale*, Paris, éd. ERE, 2007 ; Grange Ninon, *De la guerre civile*, Paris, Armand Colin, 2009 ; Uribe de Hincapié Maria-Teresa,, Lopez Lopera Maria, *Las palabras de la guerra. Un estudio sobre las memorias de las guerras civiles en Colombia*, Medellin, ed. La Carreta historica, 2010 ; Abad Faciolince Hector, *La Oculta*, Bogota, ed. Alfaguara, 2014. Relire aussi, Loraux Nicole, *La cité divisée*, Paris, éd. Payot, 1997 (voir le chapitre IV, sur la stasis) ; La tragédie d'Athènes. *La politique entre l'ombre et l'utopie*, Paris, éd. du Seuil, 2005 (textes postumes).

- 
- <sup>13</sup> Informe de la Comisión Nacional Sobre la Desaparición de Personas, (pres. Ernesto Sabato), *Nunca más*. Buenos Aires, 1984.
- <sup>14</sup> Gatti Gabriel, *El detenido-desaparecido*, Montevideo, Trilce, 1988. Bucheli G. et al., *Vivos los llevaron... Historia de la lucha de Madres y Familiares de Uruguayos Detenidos Desaparecidos (1976-2005)*, Montevideo, Trilce.
- <sup>15</sup> Forton J., *20 ans de résistance et de lutte contre l'impunité au Chili (1973-1993)*, Genève, éd. CETIM, 1993. Voir aussi, Salazar Gabriel, *Villa Grimaldi. Historia, testimonio, reflexión*, Santiago de Chile, ed. LOM, 2013 ; Ligue internationale pour les droits et la libération des peuples, *Impunity. Impunidad. Impunité*, Genève, 1993.
- <sup>16</sup> On pense au génocide arménien, à la « Solution finale » nazie, aux génocides coloniaux, et actuels et aussi aux récentes déclarations de certains gouvernements de refermer les travaux de mémoire et de poursuivre les survivants, etc..
- <sup>17</sup> Entre les gouvernements, les militaires, les forces de police formées par les forces de répression anticoloniales (France) ou étatsuniennes, il existe des « pactes du silence » sur les pratiques de répression et de disparitions qui ne sont pas levés, empêchent les recherches, le travail de mémoire, le deuil et imprègnent les politiques actuelles de contrôle, de répression, de disparitions de leaders sociaux, de syndicalistes (« ils l'ont tué, il s'est suicidé », de groupes de populations, féminicides, assassinats d'étudiants, d'indiens, de populations des bidonvilles... (Mexique, Brésil, Guatemala, Colombie...)).
- <sup>18</sup> Cela est aussi le cas du viol des femmes en temps de guerre. Qui sait que le viol dans ces conditions est un crime contre l'humanité imprescriptibles ?
- <sup>19</sup> OIM, *Consultoría para los Derechos Humanos y Desplazamiento, Destierros y desarraigados*, Bogota, 2003. La Colombie est un des pays qui, à cause de la « Violencia », guerre civile prolongée a connu le plus grand nombre de déplacés en Amérique latine.
- <sup>20</sup> Voir notamment, Semelin Jacques, *Purifier et détruire. Usages politiques des massacres et génocides*, Paris, Point-Essais, (2005).
- <sup>21</sup> C'est à Hersch Lauterpacht et Raphael Lemkin, deux juristes originaires de Lemberg, qui jouèrent un grand rôle dans le procès de Nuremberg, que l'on doit la création de la notion juridique de « crime contre l'humanité » et de « génocide ». Voir à ce propos un travail très intéressant, Philippe Sands, *Retour à Lemberg*, Paris, Albin Michel, 2017. Voir aussi, Becker Annette, *Messagers du désastre, Raphaël Lemkin, Jan Karski et les génocides*, Paris, éd. Fayard, 2018.
- <sup>22</sup> Les débats sont nombreux en provenance de sources, de savoirs, mettant l'accent sur des facteurs très divers (lien entre histoire de longue durée et modernité capitaliste dans les théories et les philosophies de l'histoire, caractérisation de systèmes et régimes politiques, industrialisation, colonisation, transformation de la violence « extrême », de la cruauté, distinctions entre massacres de masse et le concept juridique de « génocide », etc.. Voir notamment, Henninger Laurent, « Industrialisation et mécanisation de la guerre, sources majeurs du totalitarisme des XIXe et XXe siècle », *Asterion*, no. 2, 2004, Grangé Nicole, « Les génocides et l'état de guerre », *Asterion*, no. 6, 2009. Voir aussi les travaux d'Enzo Traverso.
- <sup>23</sup> Brepohl Marion, « *La condition d'invisibilité à partir de la perspective transnationale : l'exemple de la Namibie* », Caloz-Tschopp M.C., Wagner V. (dir.), *Vivre l'exil. Explorer les pratiques d'exil. Le desexil en jeu. Une expérience d'Université libre*, Paris, L'Harmattan, 2019.
- <sup>24</sup> Voir à ce propos l'étude de l'OIM, sur l'identité des migrants qui ont trouvé la mort, disparu en route ou aux frontières étatiques : Laczo Franck, Black Julia, Singleton Ann (eds) : *Fatal Journeys*, vol. 3 : Improving Data on Missing Migrants, Genève, 2017. Les 2 premiers volumes (2017) peuvent être téléchargés sur le site de l'OIM sous le nom *Fatal Journeys*. Un des buts est de permettre en identifiant les personnes, d'en porter le deuil.
- <sup>25</sup> Voir notamment à ce propos, Apresian V., « Les enfants du chemin noir », Ehrenbourg I, Grossman V. (dir.), *Le livre noir*, Paris, éd. Solin-Actes sud, 1995, p. 904-9012.
- <sup>26</sup> Balibar Etienne, *Violence et Civilité*, Paris, Galilée, 2010.
- <sup>27</sup> Robin Marie-Monique, *Escadrons de la mort, l'école française*, diverses édition du livre et film, 2008.
- <sup>28</sup> En 1995, « pour la première fois, l'institution militaire semblait reconnaître sa responsabilité dans l'instauration de la terreur d'Etat », Marina Franco, « Préface », in Calveiro Pilar, *Pouvoir et disparition. Les camps de concentration en Argentine*, Paris, La Fabrique, 2006, p. 16.
- <sup>29</sup> « En 1977, j'étais lieutenant de vaisseau affecté à l'ESMA. J'ai participé à deux transferts aériens de subversifs. On leur annonçait qu'ils allaient être transportés dans une prison du sud du pays et que, pour éviter les maladies contagieuses, ils devaient être vaccinés. En fait, on leur injectait un anesthésique à l'ESMA puis une deuxième dose dans l'avion, d'où ils étaient jetés à la mer en plein vol. Il y avait des transferts chaque mercredi »..
- <sup>30</sup> Cortázar Julio *Argentina: país de alambradas culturales*. Barcelona, ed. Muchnik, 1984, p. 19.
- <sup>31</sup> Veloso Bermedo Teresa, *Franchir le seuil de la douleur extrême. Une expérience de résistance à la torture, à la disparition exterminatrice dans la dictature chilienne (1973-1990)*, Paris, L'Harmattan, 2018. Ce livre est une des publications du Programme Exil-Desexil du Collège International de Philosophie que j'ai dirigé. Voir aussi le site : [exil-ciph.com](http://exil-ciph.com)
- <sup>32</sup> Voir les enregistrements et le numéro spécial de la Revue en ligne (Re)penser l'exil sur « l'autre 11 septembre » : [exil-ciph.com](http://exil-ciph.com)
- <sup>33</sup> Les enregistrements et les publications des articles dans la revue en ligne, Repenser l'exil se trouvent sur le site : [exil-ciph.com](http://exil-ciph.com)
- <sup>34</sup> A ce propos, voir les travaux de Maren et Marcelo Vignar sur la torture. Pour certains de leurs articles, voir : [exil-ciph.com](http://exil-ciph.com)
- <sup>35</sup> Caloz-Tschopp M.C., « La practica del postulado exploratorio del total-liberalismo », texte extrait et traduit en espagnol, de, Caloz-Tshopp M.C., *Résister en politique, résister en philosophie avec Arendt, Castoriadis, Ivekovic*, Paris, La Dispute, 2008.
- <sup>36</sup> Un rapport pour la Trilatérale de S. Huntington, le théoricien du « choc des civilisations », envisageait une correction des excès de démocratie des années 1960. Voir Crozier M., Huntington S., Watanuki J., *The Crisis of Democracy. Report on the Governability of Democracies to the Trilateral Commission*, New York, University Press, 1975.
- <sup>37</sup> En Argentine, des statistiques parlent de 2.000 personnes qui ont fait partie des vols de nuit ; on ouvrait parfois les corps des condamnés à la disparition pour qu'ils soient mangés par les requins et ne réapparaissent pas.
- <sup>38</sup> Voir à ce propos, « Préface » de Marina Franco (historienne, spécialiste de l'histoire argentine des années 1970-1980, in Calveiro Pilar, *Pouvoir et disparition. Les camps de concentration en Argentine*, Paris, La Fabrique, 2006, p. 7-22. ISBN : 2-913372-55-4
- <sup>39</sup> Ce thème a notamment été évoqué dans un autre contexte, par le président Erdogan en Turquie et aussi par le gouvernement chinois.
- <sup>40</sup> AMERY Jean, *Par-delà le crime et le châtement. Essai pour surmonter l'insurmontable*, Paris, Actes Sud, 1995. ISBN: 9782742753239
- <sup>41</sup> PERRET Catherine, *L'enseignement de la torture. Réflexions sur Jean Améry*, Paris, éd. du Seuil, 2013.
- <sup>42</sup> Perret Catherine, op. cit, p. 9.
- <sup>43</sup> ANTELME Robert, *L'espèce humaine*, Paris, Gallimard, 1957. ISBN 2.07-020161-9

---

<sup>44</sup> Septembre 2001 a relancé un débat difficile sur le terrorisme. Les travaux de l'ONU sur la notion de « terrorisme » n'ont pas abouti à un consensus et donc la définition reste de l'ordre de l'usage commun et diversifié dans les sociétés, les rapports intérieurs et internationaux.

<sup>45</sup> Je choisis ce terme renvoyant à une opération de la pensée et du langage, plutôt que le terme de « paradigme », qui peut contenir une tendance à l'explication globalisante de faits complexes, impliquant une évaluation des modes de pensée eux-mêmes.

<sup>46</sup> Arendt Hannah, *Le système totalitaire*, tome III, *Les origines du totalitarisme*, Paris, Points-poche, 1972. ISBN 2.02.000357-0

<sup>47</sup> Daniel Ferstein (auteur de *El genocidio como práctica social*, 2008), *La dictadura se propuso transformar a toda la sociedad*, interview sur *8300 web*, 30 juin 2009 (internet consulté le 10 juillet 2020).

<sup>48</sup> Je suis reconnaissante à la psychanalyste Janine Puget de m'avoir fait connaître ce mur.

<sup>49</sup> La tragédie n'a pas forcément disparu dans le nihilisme nazi au XXe siècle, même si la tentative de la « liquider » par le programme nazi a été une réalité effarante. Une approche philosophique antidéterministe de l'approche de l'histoire et du présent repensée après les faits du XXe siècle, permet le déplacement et le renversement du constat. Voir sur le sujet, Kahn Laurence, « La liquidation de la tragédie », *Ce que le nazisme a fait à la psychanalyse*, Paris, PUF, 2018, pp. 173-205.

<sup>50</sup> Voir à ce propos notamment, Coquio Catherine, *Le mal de vérité ou l'utopie de la mémoire*, Paris, éd. Armand Colin, 2015.

<sup>51</sup> Ce schème a été utilisé largement en France pour lire l'essai d'Arendt (en pesant même sur la traduction de son œuvre en français), *Les origines du totalitarisme*, en fait pour disposer d'outil pour critiquer le stalinisme et même le marxisme. Il a caché l'originalité des travaux d'Arendt et en plus il a été une négation de la genèse et de l'importance historique complexe de l'émergence du totalitarisme (*Conquista, colonialisme, impérialisme*). Voir à ce propos, notamment, Traverso Enzo, *L'histoire comme champ de bataille, Interpréter les violences du XXe siècle*, Paris, La Découverte, 2011.

<sup>52</sup> Elle a écrit un excellent article à partir de l'œuvre et des actions de l'écrivain Julio Cortazar qui en son temps a lutté contre les disparus en Argentine et travaillé pour la mise sur pied d'une Convention de l'ONU sur le sujet (version espagnole et française, dans un livre et la revue en ligne « Repenser l'exil »). Voir Jensen Silvina, *Exilio y desexilio en el pensamiento de Julio Cortázar. Del exilio como "disvalor" al exilio que combate el "infierno de los desaparecidos" », Exil et desexil dans la pensée de Julio Cortazar. De l'exil comme dévalorisation à l'exil qui combat l'enfer des disparus », Caloz-Tschopp M.C., Wagner V., Vers le desexil. Démarches. Questions. Savoirs. Le desexil en jeu. Une expérience d'Université libre, Paris, L'Harmattan, 2019.*

<sup>53</sup> Dans les camps d'extermination, les familles recevaient un certificat de décès, mais pas les proches des Juifs et des Tsiganes.

<sup>54</sup> ONU, Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, New York, 20.12.2006.

<sup>55</sup> Robin Marie-Monique, *Les escadrons de la mort. L'Ecole française*, Paris, La Découverte, 2004 ; + Film documentaire.

<sup>56</sup> L'ancien Ministre Nicolas Hulot a déclaré que Monsanto avait engagé une campagne diffamatoire à son endroit (*Le Monde*, 21.2.2019).

<sup>57</sup> Robin Marie-Monique, *Le Monde selon Monsanto*, Paris, éd. Arte. De la dioxine aux OGM. *Le Roundup face à ses juges*, Paris, La Découverte, 2017 avec un film à Arte-Éditions.

*il est temps que l'Europe fasse la lumière sur les détentions secrètes »* [archive], *Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe*, 21 août 2009 (communiqué de presse).

<sup>59</sup> Soysüren Ibrahim, *L'expulsion des étrangers en France, en Suisse et en Turquie*, Neuchâtel, éd. Alphil, presses universitaires suisses, 2018. Voir la bibliographie de cette thèse.

<sup>60</sup> Saviano Roberto, *Extra pure. Voyage dans l'économie de la drogue*, Paris, Folio, 2014.

<sup>61</sup> Arendt H., cité par Paul Ricoeur, *Préface* du livre d'Arendt H., *Condition de l'homme moderne*, Paris, Agora, 1983, p. 14. ISBN 2-266-04387-0

<sup>62</sup> Bozarslan Hamit, *Crise, violence, dé-civilisation*, Paris, éd. CNRS, 2019.

<sup>63</sup> Schmitt Carl, *La notion de politique. Théorie du partisan*, Paris, éd. Flammarion, 1992 (en particulier p. 61-75). ISBN 2-08-081259-9.

<sup>64</sup> J'emprunte en l'enrichissant par le mot *terreur*, la formule *Pouvoir et disparition* à Pilar Calveiro, qui « place » de manière magistrale ce dont il a été question et que j'appelle pour ma part depuis la philosophie, l'ancien/nouveau nihilisme des politiques de disparition. Calveiro Pilar, *Pouvoir et disparition. Les camps de concentration en Argentine*, Paris, La Fabrique éd., 2006. ISDN 9782913 3725 59

<sup>65</sup> La question du rapport entre *violence et révolution* soulève de nombreuses résistances à être mis en débat. Arendt a évoqué ce lien comme caractérisant le XXe siècle, au début de son essai sur la révolution ; Balibar l'a abordé dans son essai sur *Violence et Civilité* en analysant des textes de la tradition philosophique sur la guerre et la révolution ; la thèse de Pilar Calveiro, *Pouvoir et disparition*, s'est vue amputée d'un chapitre sur la violence dans les organisations révolutionnaires lors de sa publication. Elle a publié ses analyses dans un livre séparé ! Voir à ce propos, notamment, « Politique et/ou violence. Une approche de la guerrilla des années 1970), *Tracés*, vol. 14, no. 3, 2014, p. 17-42 On pourrait parler de la réserve de femmes révolutionnaires, indiquant combien des expériences ont été difficiles à aborder en évaluant les rapports sociaux de sexe, la violence révolutionnaire et la démocratie dans les projets, rapports « révolutionnaires ». Au Chili, j'ai pu constater que des femmes ont quitté des organisations pour s'auto-organiser en tant que femmes révolutionnaires.

<sup>66</sup> Pour ce qui est de la situation en Argentine, voir les travaux de Pilar Calveiro, notamment en français, *Pouvoir et disparition. Les camps de concentration en Argentine*, Paris, La Fabrique, 2006 ; *Política y/o violencia. Una aproximación a la guerrilla de los años 70.* (2006). Buenos Aires: Norma Editorial ; *Violencias de estado. La guerra antiterrorista y la guerra contra el crimen como medios de control global.* (2012). Buenos Aires: Siglo Veintiuno Editores.

<sup>67</sup> Pour H. Arendt, la police a joué un rôle déterminant dans le système totalitaire Voir Arendt H., *Le système totalitaire*, Points-poche, 1972. Aujourd'hui les violences policières obligent à intégrer de plein pied la place, la légitimité, les discours de l'auto-protection des policiers, des abus cachant la gravité des actes, comme pilier d'un système politique de domination de classe, de sexe, de race.

<sup>68</sup> Voir notamment pour le XIXe siècle l'exemple de l'extermination de la population aborigène d'Australie par ces Européens « ivres d'eux-mêmes », Lindqvist Sven, *TERRA NULLIUS*, Paris, Les Arènes, 1999. ISBN 9 782352 040002 ; voir aussi du même auteur, *Maintenant tu es mort. Le siècle des bombes*, Paris, éd. Le Serpent à plumes, 2002. Voir aussi à ce propos avec l'analyse des bombardements massifs sur sol allemand à la fin de la deuxième guerre mondiale, Sebald W.G., *De la destruction comme élément de l'histoire naturelle*, Paris, Actes Sud, 1999. ISBN 978-2-7427-4614-9.

<sup>69</sup> BALIBAR Etienne, *Violence et Civilité*, Paris, éd. Galilée, 2010. ISBN 978-2-7186-0694

<sup>70</sup> Dans un article, j'ai souligné combien le fait de navigateurs italiens recherchant les corps noyés pour les enterrer était remarquable d'une lutte comme la politique et philosophie exterminatrice.

---

<sup>71</sup> A ce propos, lire le rapport des Russes sur les camps de concentration, les enfants jetant les cendres des fours crématoires le long de routes de Pologne. Voir, APRESSIAN V., « Les enfants du chemin noir », in EHRENBURG Ilya, GROSSMAN Vassili (dir.), *Le livre noir*, Paris, éd. Solin&Actes sud, 1995., p. 904-912. ISBN 978-2-330-13006-0

<sup>72</sup> Auschwitz, a suscité chez des théologiens juifs, catholiques, protestants, des travaux de « théologie négative », ou théologie de l'absence de Dieu. Voir notamment, Kolitz Zvi, *Yossel Rakover s'adresse à Dieu*, Paris, éd. Maren Sell, Calmann-Levy. Le chaos, non réductible à l'absence de Dieu, dans une perspective politique, matérialiste, est une « forme » d'Être combinant le chaos/cosmos et devient un pari, une responsabilité politique, philosophique des humains face au chaos tant créatif que destructeur, inscrit dans le cosmos, à la base de la création démocratique (question toujours ouverte) et la violence « extrême ».

<sup>73</sup> Je pense ici à la lecture de Marx par Schumpeter.

<sup>74</sup> Klemperer Victor, Victor Klemperer, *LTI, la langue du Troisième Reich. Carnets d'un philologue*, traduit et annoté par Elisabeth Guillot, présenté par [Sonia Combe](#) et [Alain Brossat](#), Paris, Albin-Michel, coll. Bibliothèque Idées, 1996, réédition en livre de poche, Agora Pocket 2002, [ISBN 2-266-13546-5](#)

<sup>75</sup> Voici une illustration, ZVI Kolitz, *Yossel Rakover s'adresse à Dieu*, Paris, Maren Sell&Calmann-Lévy, 1996. ISBN-2-7021-2905-6

<sup>76</sup> Antonio Negri, interprète Job, comme « la force de l'esclave », l'esclavage étant une des autres formes de domination « absolue », Voir NEGRI A., *La force de l'esclave*, Paris, Hachette-poche, 2005. EAN13 : 9782012791329

<sup>77</sup> Même dans les pays qui ont subi des dictatures en Amérique latine, par exemple ; en Argentine, au Chili elle a touché récemment des Indiens Mapuche, au Mexique, des étudiants, en Colombie des syndicalistes...

<sup>78</sup> Goldstein Amy, *Janesville, une histoire américaine*, Paris, éd. Christian Bourgois, 2019.